

# GAZETTE DU GOLFE ET DES BANLIEUES

Nouvelle série  
trimestriel

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

Numéro 56 -- hiver 2006

> [gazettegb@yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr) <

> <http://ggb.0catch.com> <

News in French and English

Established 1991 by Serge Thion

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

**ATTENTION : SI LES IRANIENS PARVIENNENT À OUVRIR ET À FAIRE  
FONCTIONNER LEUR BOURSE DU PÉTROLE ET À ENTAILLER LE  
MONOPOLE AMÉRICAIN — À LA DATE PRÉVUE DU 21 MARS 2006 —  
LE DOLLAR VA SE VIDER COMME UNE OUTRE PLEINE DE VENT. IL  
EST CONDAMNÉ À UNE INFLATION QUI VA DÉTRUIRE L'ÉCONOMIE  
AMÉRICAINNE. L'INFLATION OU LA GUERRE ? LE 21 MARS, IL N'Y  
AURA PAS QUE LE PRINTEMPS QUI ARRIVERA...**

Meanwhile, back in the United States, a few politicians are suggesting these brave Americans were sent into battle [in Iraq] for a deliberate falsehood. **This is revisionism of the most corrupt and shameless variety.** It has no place anywhere in American politics, much less in the United States Senate.

Dick Cheney

On ne voit au contraire, dans toutes les annales du peuple hébreu, aucune action généreuse. Ils ne connaissent ni l'hospitalité, ni la libéralité, ni la clémence. Leur souverain bonheur est d'exercer l'usure avec les étrangers ; et cet esprit d'usure, principe de toute lâcheté, est tellement enracinée dans leurs coeurs, que c'est l'objet continuel des figures qu'ils emploient dans l'espèce d'éloquence qui leur est propre. Leur gloire est de mettre à feu et à sang les petits villages dont ils peuvent s'emparer. Ils égorgent les vieillards et les enfants ; ils ne réservent que les filles nubiles ; ils assassinent leurs maîtres quand ils sont esclaves ; ils ne savent jamais pardonner quand ils sont vainqueurs ; ils sont ennemis du genre humain. Nulle politesse, nulle science, nul art perfectionné dans aucun temps, chez cette nation atroce."

Voltaire, *Essai sur les mœurs*, éd de 1805, Tome 2, page 83.

**STALINE AVAIT RAISON DE SE MÉFIER  
LES MÉDECINS JUIFS ONT TUÉ SHARON**

**SHARON, DÉGOULINANT  
JUSQU'EN HAUT DES BRAS DU SANG DES PALESTINIENS  
QU'IL A FAIT ÉGORGER  
EST ÉTOUFFÉ PAR SON PROPRE SANG  
QUI DÉTRUIT SON IGNOBLE CERVELLE  
Y AURAIT-IL UNE JUSTICE ?**

SOMMAIRE

édito 1 : **L'Iraq : trois ans de grabuge sanglant**, Serge Thion

édito 2 : **Lire Fanon**, Odile Tobner

édito 3 : **Les USA recourent à la torture depuis des décennies.**

**La seule nouveauté, à ce propos, c'est qu'elle se pratique désormais au vu et au su de tout le monde**, par Naomi Klein

édito 4 : **La guerre secrète en Iraq**

## 1 - L'Iraq des marais

**Le secteur pétrolier est un enjeu majeur pour le prochain gouvernement en Irak**, Marc Roche

**L'effroyable pillage de l'Iraq sous tutelle américaine**, Patrice Claude

**Gilles Munier est accusé de...**

**Le pillage du pétrole est prêt**, Comaguer

IMF Occupies Iraq, Riots Follow, By Matthew Rothschild

## LES ESCADRONS DE LA MORT EN IRAQ

**Crying Wolf: Media Disinformation and Death Squads in Occupied Iraq**, by Max Fuller

## 2 - L'horreur israélienne

**Pourquoi un boycott économique d'Israel est-il justifié ?** Par Norman G. Finkelstein

## 3 - Le pays des faux-juifs

**Al-Quds en danger : résistance acharnée des familles palestiniennes**, Issa Sharbati

A LA RECHERCHE DE CES FOUTUES TRIBUS PERDUES : LES LEMBA

## 4 - Le ROW

**Au nom du diable, de l'enfer et des États-unis d'Amérique**, Charles Saint-Prot

LES TRAFIQUANTS JUIFS DANS LA TRAITE DES NOIRS : **Le rôle central des juifs**, par le rabbin Marc Lee Raphael

**Le premier coup de crosse de Benoît XVI vise les franciscains d'Assise et leurs forums politiques**, Henri Tintincq

Finkelkraut nous pompe l'air et l'espace, Ginette Hess Skandrani

**Une biographie de Peres, réalisée par l'historien Michaël Bar-Zohar, à paraître bientôt - L'État hébreu aurait extorqué l'aide nucléaire française contre sa participation à Suez en 1956**

**L'extrême-gauche, Israël et les juifs**, entretien avec Philippe Oriol

RÉSERVE FÉDÉRALE

**La traite négrière, la Shoah, Dieudonné et nous**, par Linus Onana Mvondo

**Trafic : La traite de l'ébène** Par C.-B. K

**Script intégral de l'intervention du président Mahmud Ahmadinejad**,

**La Suède est-elle un pays libre ?**

**Notules du Net**

Ce numéro de la *Gazette* a été réalisé avec l'aide, volontaire ou involontaire, de Serge Thion, Odile Tobner, Naomi Klein, Marc Roche, Patrice Claude, Comaguer, Matthew Rothschild, Max Fuller, Norman G. Finkelstein, Issa Sharbati, Charles Saint-Prot, le rav Marc Lee Raphael, Henri Tintincq, Ginette Hess Skandrani, Philippe Oriol, Linus Onana Mvondo, Mahmoud Ahmedinejad, et beaucoup d'autres encore...

## édito 1

## L'Iraq : trois ans de grabuge sanglant

Serge Thion

L'expédition coloniale étatsunienne en Iraq dure depuis tantôt trois ans. Il est temps de faire un premier bilan. Dès avant le débarquement de ces peureux cow-boys, nous pouvions prédire le borborygme. Le parallèle avec les sinistres aventures de ces mêmes cow-boys étaient entièrement justifié, malgré le fleuve de dénégations provenant d'une couche de dirigeants américains qui avaient au moins en commun d'avoir tout fait pour ne pas être envoyés en Indochine. Entre celles de Clinton et celles de Cheney, les lâchetés de Bush se sont révélées comme particulièrement spectaculaires.

On a encore eu la preuve de l'adage transmis à nos générations par un poilu de la guerre de 14 qui les avait vus à l'œuvre : "Les Américains ne savent pas faire la guerre mais ils savent bombarder." Donc ils ont bombardé massivement ce pays qu'ils bombardaient de façon éparsée depuis 10 ans. Et ils se sont retrouvés à Baghdad. Ils attendaient les fleurs, ils ont eu les balles. Certes, beaucoup d'Irakiens détestaient Saddam ou avaient peur de lui, mais ce qui dominait était leur fierté d'être irakiens. Il flotte sur les bords du Tigre et de l'Euphrate un nationalisme ombrageux, récent sur le plan historique, mais d'autant plus articulé qu'il s'est formé contre la présence coloniale britannique, installée après la première guerre mondiale. Le régime de Saddam avait tout prévu. Son repli a été une opération politique majeure dont la réussite a quelque chose de stupéfiant : des millions de gens, dans les cadres de la nation, pourvus d'argent, de vivre, d'armes et de munitions, se sont soudainement fondus dans le paysage ocre des villes et des campagnes de notre chère Mésopotamie, ou tout à la couleur du limon grisâtre qui forme les briques dont est fait ce pays. Cadres, fonctionnaires, enseignants, ils avaient participé à la guerre contre l'Iran et le passage à la condition de guerillero s'est fait instantanément.

Les Américains, tout à leur joie sauvage de mettre la main sur le magot, car l'Iraq est un pays riche, ont commis l'inconcevable erreur de dissoudre l'Etat et ses forces armées, c'est-à-dire de renoncer à le disputer aux vieilles couches ba'athistes, au pouvoir depuis 30 ans. Nul ne dira jamais assez la stupidité de ce Paul Bremer, le proconsul US, et de ceux qui inspièrent sa politique sur le terrain, Cheney sans doute au premier plan. Il est rapidement devenu visible que tout le comportement américain étoit axé sur le pétrole. Seul des ministères à échapper au pillage, celui du pétrole était saisi en premier et isolé du reste du chaos par les forces américaines. L'idée n'était pas seulement de doubler ou tripler brusquement les réserves pétrolières à la disposition directe de Wall Street, mais aussi de payer les frais colossaux d'une expédition aussi mécanisée. On allait très vite réduire la taille de l'armée d'occupation, et le pétrole irakien allait subventionner le tout. Rappelons que le budget américain déjà lourd de dépenses militaires, ne comporte pas un centime pour l'Iraq: tous les frais sont couverts par des emprunts. Or le rêve pétrolier s'est envolé en fumée. Les activités de la résistance ont comme résultat que la production ne dépasse pas, trois ans après, les deux-tiers de ce qu'elle était sous Saddam (et sous l'embargo) et que le pays doit importer des produits pétroliers du Koweït ! Bremer et la bande d'Halliburton ont tué la poule aux œufs d'or et ils doivent creuser l'emprunt qui rapproche chaque jour les Etats-Unis de leur crise financière et monétaire. Comme le consommateur étatsunien emprunte énormément, lui aussi, pour ses biens de consommation en les gageant sur le prix en hausse constante de son logement, l'éclatement de la bulle globale aura un effet de souffle plus grand que cinquante bombes atomiques. On voit d'ailleurs les financiers internationaux, comme les Chinois, tenter de se dépêtrer du piège dollarsque avant qu'il soit trop tard.

Quand la ruine arrivera, dont la Nouvelle-Orléans n'est qu'un signe annonciatoire, on se rendra compte que l'Iraq était à la fois cause et symptôme.

La reconstruction, ou ce que les Américains ont baptisé ainsi, car le pays était déjà très "construit", grâce au pétrole et à la politique prussienne de Saddam, n'a jamais vu le jour. D'ailleurs, comme l'a fait remarquer un analyste, les Etats-Unis ne financent jamais les

reconstructions promises qui suivent leurs destructions. Les budgets ont été détournée vers les "forces de sécurité", c'est-à-dire la reconstitution d'un appareil militaire et policier semblable à celui dont disposait la dictature et que Brenner avait supprimé d'un trait de plume, par étourderie sans doute. La valeur d'une armée, comme on le sait depuis longtemps, est fonction de celle de son cadre d'officiers. Avant les vice-rois américains, les officiers de l'armée contrôlée par les ba'athistes étaient expérimentés. Ils avaient fait huit ans d'une guerre atroce contre leur voisin iranien (commissionnée par l'Occident) et subi la défaite de 91 sous le poids des bombardements US. Ces gens-là forment l'ossature de la résistance. Et c'est chez eux que les Américains sont obligés d'aller chercher des cadres pour leur nouvelle armée. Par conséquent une partie des officiers de cette "nouvelle armée" sera fournie par la résistance elle-même. Si on remarque que cette même résistance n'a pratiquement rien fait pour empêcher les élections de décembre 2005, on comprendra que sa stratégie fonctionne à tous les niveaux : coups de main contre l'occupant, harcèlement mais aussi pénétration du projet politique et subversion des forces militaires et policières de l'occupant. On comprend que les bons analystes des bords du Potomac annoncent que toute l'opération est un échec et qu'ils faut songer au retrait.

Mais comme nous l'avions également prévu, un retrait est une chose beaucoup plus compliquée et plus longue qu'une invasion. Hô Chi Minh et la résistance irakienne tombent d'accord sur l'idée qu'il faut dérouler le tapis rouge pour que l'occupant puisse s'en aller dignement et sans faire de ravages supplémentaires. La formule n'est pas encore dessinée et il faudra certainement encore des années, cinq ou six ans, pour replier entièrement le dispositif. Car les ambitions étaient grandes : il s'agissait d'installer en Iraq un réseau de grandes bases permanentes pour occuper tout le Moyen-Orient, comme l'Europe est occupée, 60 ans après la fin de la guerre mondiale.

Jusque dans les dernières années de la guerre du Viêt-Nam, les Américains pouvaient déambuler dans les rues de Saigon, aller dans les restaurants et fréquenter les bars à filles. Ils ne peuvent rien faire de tout cela à Bagdad. Le sol est beaucoup plus brûlant à leurs pieds. Ils ont tout gâché par leur propre stupidité. Il faut avoir vécu chez les étatsuniens ou dans leur système militaire, plus corrompu que toutes les pires mafias, pour se rendre compte de l'effrayante profondeur de leur inculture, de leur fermeture d'esprit et de leur sentiment dominant de peur-panique-agression. Ne parlons pas de Princeton ou de Berkeley. Ce sont des enclaves dans un pays sauvage. Le soldat américain, officiers compris, est un sous-prolétaire qui tente de s'arracher à sa condition par la promesse de l'armée de lui donner un métier ou de lui payer deux trois ans d'études de bas niveau. Gavés de télévision qui leur fournit 5 à 10 meurtres à l'heure, ces quasi analphabètes n'ont de pitié que pour eux-mêmes. Comment voulez-vous qu'ils comprennent quelque chose à une société aussi ancienne et complexe que celle de l'Iraq, peuplée de gens à l'esprit subtil et à l'éloquence fleurie ? Comme celle du Viêt-Nam et pour les mêmes raisons, la défaite des Américains en Iraq est une défaite intellectuelle, un naufrage de la rationalité. Washington est piqueté d'une infinie quantité de "think tanks", des fondations où de jeunes godelureaux frais et moulus, comme on dit, sous la houlette de vieux crocodiles de retour, prétendent produire la pensée qui va se concrétiser dans la politique de l'Administration. On trouve là quelques sages et une infinité de coquins arrogants qui croient tout permis à la puissance étatsunienne. Pour un visteur européen lambda, ce petit chaudron de sorcières est à la fois grotesque et pathétique. Washington est une petite ville de province, dominée par toutes les hypocrisies du fondamentalisme protestant, travaillée par les lobbies juifs qui usent de leur seule arme, le pognon, et tout se petit monde se vautre en permanence dans l'auto-satisfaction. C'est le règne des chefs de bureaux. Comme le disait le néo-con Perle à un journaliste: "A Washington, on ne lit jamais de livres".

Et bien, c'est faute de lire des livres que l'Amérique subit et subira l'humiliation de la défaite, en Iraq, en Iran et dans tout le Moyen-Orient. Inch'Allah.

19 janvier 2006.

What is the difference between Iraq and Iran? Did we actually, as the joke goes, attack the wrong country because we mistook one letter? Who are these people we are trying to help? Who are these other people that our leaders are

now saying we may have to fight?

Truth is, we don't know

<http://www.mtulode.com/index.php?issuedate=&section=12&artid=4960>

## édito 2

### Lire Fanon

Odile Tobner

En 1961 mourait Frantz Fanon, d'une maladie identifiée comme une leucémie, à Washington, U.S.A. Il avait trente-six ans. Cette fin prématurée fut certainement considérée avec soulagement par beaucoup. On en avait fini avec cette voix fulgurante. Restait son œuvre. On ne se débarrasse pas aussi facilement des œuvres que des hommes. Mais on peut tenter de les circonscrire en les défigurant. Vingt ans après la mort de Fanon, son œuvre jamais étudiée dans les milieux universitaires, jouit d'une réputation, savamment entretenue par de pseudo-dévots, d'illuminisme messianique. C'est ainsi qu'on a cru neutraliser la puissance de la première et de la seule véritable pensée sur le colonialisme, d'un homme qui sait de quoi il parle. Jusqu'alors, en effet, on n'avait connu que la pensée généreuse de l'intellectuel éclairé et progressiste appartenant à la société dominante, de Montesquieu à Sartre, pensée à laquelle se joignit le gémissement des persécutés, une fois qu'ils surent lire et écrire, et qui forma, pour la pensée des premiers, le plus touchant des accompagnements dans le meilleur des mondes des bons sentiments possible.

Fanon rompit cet accord sur la répartition des tâches, sa voix parut incongrue. On lui fit une place à part, c'était l'exception qui confirme la règle. On revint à la règle. Débarrassé des idées qui tuent la poésie, l'Africain s'occupa à « sentir » l'étendue de son destin. Le penseur blanc tutélaire s'occupa de réfléchir sur les problèmes du sous-développement. Vingt ans après la mort de Fanon, il faut bien constater que cette réflexion est au point zéro pour ce qui est de la compréhension de problèmes qu'on s'est, semble-t-il, résigné à considérer comme insolubles. Pourtant ce ne sont pas les mots qui manquent. On croûte sous des montagnes de verbiage, dont il ne se dégage pas le moindre petit commencement de lumière. La confusion de la pensée est à la mesure de la confusion de la situation. Les théories pullulent, les parleurs parlent, la réalité devient de plus en plus catastrophique. Les Etats africains ou sont globalement en faillite, ou n'arrivent plus à dissimuler, derrière la frange des privilégiés, qu'ils sont peuplés de millions de miséreux.

Que disait Fanon de la situation coloniale des années 60 ? Il parle des discours émouvants, de l'humilité ostentatoire des grandes consciences et des responsables politiques de tout poil, puis de l'échec des réformes économiques et sociales, de l'impuissance congénitale sur le plan du ventre, de l'impossibilité d'un programme désintéressé d'aide et de soutien. Il voit alors renforcer les effectifs de police, dépêcher des troupes, installer un régime de terreur. On dirait qu'il entend les discours d'aujourd'hui, qu'il décrit les situations présentes, qu'il voit les réactions les plus actuelles aux problèmes.

Qui, à part Fanon, a jamais dit que la faim et la servitude sont un seul et même problème, que la meilleure preuve qu'une société est asservie, c'est qu'elle a faim? Bien plus, elle a faim parce qu'elle est asservie et non elle est asservie parce qu'elle a faim. Il n'y a pas, il n'y a jamais eu pour personne, de faim dans la dignité, ni de pain dans la servitude. On a le pain et la dignité ou la faim et la servitude. Qui a dit que, si on veut manger, il faut se libérer, que personne ne nourrit personne ? Si quelqu'un a besoin d'être nourri, c'est qu'il est prisonnier de l'âge, de la maladie, des conditions qui le rendent incapable de subvenir à ses besoins.

Il faudrait admettre qu'il y a un infantilisme congénital des populations sous-développées. C'est la thèse de la pensée blanche en « sciences humaines », implicite quand elle est de gauche, explicite quand elle est de droite. C'est ce qui rend scandaleuses les théories de

l'Apartheid, c'est ce qui rend insupportables les discours paternalistes. Si on n'admet pas cet infantilisme congénital, il faut, comme Fanon a été le premier et le seul à le faire clairement, analyser et mettre en évidence, partout où elles se trouvent, les pratiques d'infantilisation. Qu'est-ce d'autre, la colonisation, que la forme d'une mère qui, sans cesse, empêche un enfant fondamentalement pervers de réussir son suicide, de donner libre cours à ses instincts maléfiques ? La mère coloniale défend l'enfant contre lui-même, contre son moi, contre sa physiologie, sa biologie, son malheur ontologique.

La maladie qu'est le sous-développement est engendrée par cette cruelle « family life ». On comprend mieux qu'elle soit si radicalement incurable, malgré les soins et le dévouement des figures parentales bienveillantes et consternées. Vingt ans d'aide et de coopération ont, au-delà de tout ce qu'on pouvait craindre, vérifié l'exactitude des analyses de Fanon. On continue cependant à parler de secours et de protection : secours et protection contre qui, contre quoi ? Contre l'impossibilité radicale où des groupes humains seraient de gérer leur propre vie. La psychanalyse occidentale a parfaitement su interpréter, dans les comportements individuels, de tels symptômes. Que Fanon, de façon géniale, utilise cette science pour mettre en lumière la pathologie des relations entre sociétés protégées et sociétés protectrices était une démarche créatrice remarquable. Mais nul ne lui avait indiqué cette voie qui menait à ce que nul n'avait envie de comprendre, le colonisateur, pour d'évidentes raisons, ne voulant pas perdre sa bonne conscience, le colonisé pris dans le cercle vicieux de l'aliénation. Vingt ans après la mort de Fanon on en est donc à s'interroger à pleines pages sur les raisons mystérieuses de l'inéluctable dégradation de la situation de pays qui n'en finissent pas de régresser, comme dans la plus évidente des psychoses.

La lumière portée par la réflexion de Fanon dans l'analyse des problèmes économiques et politiques vient de la façon profonde et compréhensive dont son intelligence appréhende la réalité qui est la sienne. Dans la saisie des problèmes culturels, cette lumière permet l'analyse la plus fine de ce qui ne donne lieu, en général, qu'à un consternant verbalisme, chez des auteurs sans pensée mais pas sans « logos ». La subtilité de Fanon laisse loin derrière elle, en effet, les gros sabots des spécialistes de l'« âme », quelle que soit sa couleur. La Culture est tout sauf désincarnée. C'est dans sa dimension spirituelle que l'homme est asservi, pour mieux assurer le fonctionnement de l'oppression politique et économique. Dans l'analyse des phénomènes culturels, dont les mécanismes sont les plus retors, les plus difficiles à comprendre, Fanon donne la mesure de son intelligence lucide.

Il montre parfaitement comment, dans un premier temps, l'Africain est considéré comme un sauvage. La réaction affective et intellectuelle contre ce mépris sera la revendication d'une culture authentique, la réhabilitation du passé. Ce premier temps de l'agression coloniale et de la défense réactionnelle est facile à comprendre. Nul mieux que Fanon n'a trouvé les mots les plus justes pour exprimer le désespoir spirituel de l'homme humilié dans son être et le besoin de compensation qui en découle. La grandeur de l'esprit de Fanon l'a fait aller cependant au-delà de cette situation. Il montre, en effet, la ruse par laquelle, dans un deuxième temps, on tente d'enfermer l'Africain dans son passé retrouvé. Le colonialisme, loin de réagir contre la quête des origines, l'a encouragée, lui a même, le plus souvent, ouvert la voie. De nombreux chercheurs européens ont réhabilité les civilisations africaines. Mais avoir un passé ne saurait compenser le fait de ne pas avoir de présent. Lui refuser ou lui accorder un passé n'a jamais servi qu'à chasser l'Africain de son présent. Faute d'en prendre conscience le problème culturel risque de donner lieu à des ambiguïtés graves, il peut mener à l'impasse. Cela arrive notamment si on confond coutume et culture, l'une n'étant que la sclérose des habitudes, l'autre la création permanente d'un organisme vivant. Autant de domaines où règne une confusion propice à toutes les escroqueries intellectuelles, à tous les discours creux. Fanon réussit à exposer comment l'Africain ne doit pas accepter d'être frustré de son passé, ni d'y être enfermé. Sa pensée maîtrise, domine et intègre les contradictions inhérentes à la complexité vivante de l'homme, au lieu de les réduire à quelque schéma aussi tape-à-l'œil que sommaire pour l'ébahissement des foules.

Quel abîme, en effet, entre la pensée de Fanon et ce qu'il appelle les manifestations exhibitionnistes des chantres de la négritude. Comment peut-on parler de culture africaine et

voter, comme le firent Rabemamanjara et Senghor, contre les aspirations du peuple algérien à l'indépendance, par la voix, à l'O.N.U., des Etats dont ils étaient, l'un ministre, l'autre président ! Le discours ne résiste pas à l'épreuve des faits. Comment peut-il y avoir une dignité culturelle dans l'asservissement politique ! Ils n'en ont pas moins continué ensuite à pérorer au nom de l'âme noire. S'il y a une leçon essentielle à tirer de la pensée de Fanon, c'est une leçon de rigueur morale. Aussi convient-il, aujourd'hui, moins de le célébrer que de le lire, l'étudier, le comprendre. Laissons à Césaire, qui laissa Fanon seul aux heures d'affrontement où naissaient les mots du combat pour la dignité, le soin de s'exalter, en 1981, sur l'évocation du héros qu'il fut, contentons-nous de puiser à la source d'une pensée créatrice arrachée victorieusement, par l'esprit le plus pur, à l'avalissement de la servilité. Tout le reste est mystification.

*Peuples Noirs Peuples Africains* no. 26 (1982) 1-5. Mongo Beti aussi mérite d'être lu et médité ! Et Kourouma ! Ces fortes paroles de l'excellente Odile restent d'une actualité brûlante. Lisons Fanon ! Réclamons sa réédition en œuvres complètes ! Et n'oublions pas qu'il a joint le geste à la parole : il s'est engagé dans la révolution algérienne, lui médecin, les armes à la main, contre le colonialisme français.  
[http://www.arts.uwa.edu.au/mongobeti/issues/pnpa26/pnpa26\\_01.html#haut](http://www.arts.uwa.edu.au/mongobeti/issues/pnpa26/pnpa26_01.html#haut)

### édito 3

#### **Les USA recourent à la torture depuis des décennies. La seule nouveauté, à ce propos, c'est qu'elle se pratique désormais au vu et au su de tout le monde**

*En ignorant les abus passés, les opposants à la torture courent le risque de la voir retourner dans l'ombre au lieu d'être abolie.*

par **Naomi Klein**

Il y a eu le « Mission accomplie » du second mandat de George Bush et, en même temps, le fait qu'une déclaration de cette importance requérait d'être prononcée dans un endroit passablement symbolique. Mais quelle est la toile de fond précise de son affirmation disant « Nous ne pratiquons pas la torture » ? Avec son sens caractéristique de l'audace, l'équipe de Bush s'était installée dans les faubourgs de Panama City.

Audacieux, ce l'était, certes. À une heure et demie de route de l'endroit où se trouvait Bush, l'armée américaine a dirigé la tristement célèbre Ecole des Amériques (SOA) entre 1946 et 1984, une sinistre institution de formation dont la devise, pour autant qu'elle en ait eu une, aurait été à coup sûr : « Nous pratiquons la torture ». C'est ici précisément, à Panama, et, plus tard, sur le nouveau site de l'école, à Fort Benning, en Géorgie, que l'on peut retrouver les racines des actuels scandales de la torture.

Selon les manuels de formation aujourd'hui déclassifiés, les étudiants de la SOA — des officiers de l'armée et des policiers de tout l'hémisphère — étaient formés dans des « techniques coercitives d'interrogatoire » très similaires à celles qui ont été pratiquées depuis à Guantánamo Bay ou Abou Ghraïb : très tôt le matin, on sort le « sujet » de sa cellule afin de maximaliser le choc, on lui couvre aussitôt la tête pour l'empêcher de voir, on l'oblige à se dévêtir, on le prive de toutes ses perceptions sensorielles, à moins qu'au contraire, on ne les exacerbe, on « manipule » son sommeil, sa nourriture, on l'humilie, ou le soumet à des écarts extrêmes de température, on le confine dans l'isolement, on lui fait adopter des positions contraignantes — et j'en passe, et de bien pires. En 1996, la Commission de contrôle des renseignements du président Clinton avait admis que les manuels de formation des USA toléraient « l'exécution de guérilleros, l'extorsion de renseignements, les sévices physiques, la coercition et les faux emprisonnements ».

Certains « diplômés » de l'école de Panama ont par la suite commis les pires crimes de guerre du demi-siècle écoulé sur le continent : les assassinats de l'archevêque Oscar Romero et de six religieux jésuites au Salvador, l'enlèvement systématique des bébés des prisonniers argentins « disparus », le massacre de 900 civils à El Mozote au Salvador et une série de coups d'État militaires trop nombreux pour être énumérés ici.

Pourtant, en assurant la couverture de l'annonce de Bush, pas un des médias traditionnels n'a fait mention de l'histoire sordide de cet endroit. Mais comment auraient-ils pu le faire ? Il aurait fallu pour cela quelque chose qui faisait totalement défaut au sein du débat : admettre que le recours à la torture par les fonctionnaires américains faisait partie intégrante de la politique étrangère américaine et ce, depuis la guerre du Vietnam. [Bien avant, chère Naomi. Regarde l'invasion de l'Allemagne en 1945... La guerre de Corée. Remonte encore : la prise des Philippines et l'écrasement de la résistance (1898-99) et le long sillon sanglant des occupations dans la Caraïbe (Porto-Rico, Cuba, Haïti, etc... )

Il s'agit d'une histoire excessivement documentée dans une avalanche d'ouvrages, de documents déclassifiés, de manuels de formation de la CIA, de comptes-rendus de tribunaux et de commissions de recherche de la vérité. Dans son ouvrage actuellement sous presse, « A Question of Torture », Alfred McCoy synthétise toutes ces preuves et produit un compte-rendu fascinant de la façon dont de monstrueuses expériences financées dans les années 50 par la CIA sur des patients en psychiatrie et des prisonniers se sont muées en un prototype de ce qu'il appelle la « torture sans contact physique », reposant sur la privation sensorielle et la douleur auto-infligée. McCoy a retrouvé comment ces méthodes avaient été testées *in situ* par des agents de la CIA au Viêt-Nam, dans le cadre du programme Phénix, puis importées en Amérique latine et en Asie dans le cadre en apparence anodin des formations destinées à la police.

Les défenseurs de la torture ne sont pas les seuls à ignorer cette histoire quand ils rejettent les sévices commis sur « quelques pommes pourries ». Un nombre étonnant d'opposants bien connus ne cessent de nous dire que la première fois que des fonctionnaires américains ont eu l'idée de torturer des prisonniers remonte au 11 septembre 2001, date à laquelle, apparemment, les méthodes utilisées à Guantánamo seraient apparues et auraient pleinement mûri ensuite dans les replis sadiques des cerveaux de Dick Cheney et de Donald Rumsfeld. Jusqu'alors, nous dit-on, l'Amérique combattait ses ennemis sans se départir le moins du monde de sa profonde humanité.

Le principal propagateur de cette histoire (que Garry Wills a qualifiée d'« état de non-péché originel ») n'est autre que le sénateur John McCain. Faisant état dans *Newsweek* de la nécessité de bannir la torture, McCain dit que lorsqu'il était prisonnier de guerre à Hanoi, il s'était cramponné à la conscience « de ce que nous étions différents de nos ennemis (...) de ce que, en cas d'inversion des rôles, nous ne nous déshonorerions pas à commettre ou à approuver de tels sévices sur eux ». Il s'agit d'une distorsion historique à tout le moins sidérante. À l'époque où McCain avait été fait prisonnier, la CIA avait lancé le programme Phénix et, comme l'écrit McCoy, « ses agents géraient 40 centres d'interrogatoires au Sud-Vietnam, lesquels tuèrent plus de 20.000 suspects et en torturèrent des dizaines de milliers d'autres ».

Cela ne réduirait-il pas en quelque sorte les horreurs d'aujourd'hui que d'admettre que ce n'est pas la première fois que le gouvernement américain a eu recours à la torture, qu'il a déjà géré des prisons secrètes auparavant, qu'il a activement soutenu des régimes qui tentaient de supprimer la gauche en larguant des étudiants par avion ? Que, plus près de chez nous, on a mis dans le commerce et vendu des photographies de lynchages comme trophées et avertissements ? Beaucoup le pensent, dirait-on. Le 8 novembre, un membre du Congrès, le démocrate Jim McDermott a proclamé de façon très étonnante face à la Chambre des Représentants que « jamais, jusqu'à présent, l'Amérique n'avait eu de problème avec son intégrité morale ».

D'autres cultures abordent leur héritage de la torture en déclarant « Plus jamais ça ! » Pourquoi tant d'Américains insistent-ils à aborder l'actuelle crise de la torture en s'écriant également « Plus jamais ça ! » Je suppose que cela provient d'un désir sincère d'évoquer la réelle gravité des crimes de l'actuelle administration. Et l'adoption par celle-ci de la torture, au vu et au su de tout le monde, est en effet un fait sans précédent.

Mais soyons bien clairs à propos de ce fait sans précédent : il ne s'agit pas de la torture, mais bien du fait qu'elle est pratiquée au vu et au su de tous. Les administrations précédentes gardaient sous le manteau leurs « opérations noires », les crimes étaient punis mais ils étaient commis dans l'ombre, désavoués officiellement et condamnés. L'administration Bush a rompu ce contrat : au lendemain du 11 septembre, elle a requis le droit de torturer sans honte, un droit qu'elle a légitimé par de nouvelles définitions, de nouvelles lois.



Malgré tous les discours sur la torture pratiquée dans les autres pays, la véritable innovation a été son introduction dans le nôtre, avec des prisonniers qui ont subi des sévices de la part de citoyens américains, dans des prisons gérées par les USA, ou encore qui ont été transférés dans des pays tiers par des avions américains. C'est cet abandon de l'étiquette de la clandestinité dans la communauté constituée par l'armée et les services de renseignement qui indignent tant les gens : Bush a privé tout le monde de toute forme plausible de dénégation. Ce changement revêt une énorme signification. Quand la torture est pratiquée en secret mais qu'elle est officiellement et légalement récusée, il existe toujours un espoir que si des atrocités se font jour, la justice puisse quand même prévaloir. Lorsque la torture est pseudo-légale et que ceux qui en sont les responsables nient qu'il s'agisse de torture, ce qui meurt, c'est ce qu'Hannah Arendt a appelé « la personne juridique dans l'être humain ». Bientôt, les victimes ne se soucient plus d'obtenir justice, tant elles sont certaines de la futilité et du danger de cette quête. C'est le large reflet de ce qui se passe à l'intérieur de la chambre de torture lorsque l'on notifie aux prisonniers qu'ils peuvent hurler tant qu'ils veulent : personne ne les entendra et personne ne viendra les délivrer.

La terrible ironie du caractère anti-historique du débat sur la torture réside dans le fait qu'au nom de la volonté d'éradiquer les sévices futurs, on efface des archives les crimes du passé. Puisque les USA n'ont jamais eu de commissions de recherche de la vérité, la mémoire de leur complicité dans des crimes lointains a toujours été fragile. Aujourd'hui, ces souvenirs s'estompent encore plus et les disparus disparaissent à nouveau.

Cette amnésie qui tombe à point fait du tort non seulement aux victimes mais également à la cause de ceux qui tentent de supprimer une fois pour toutes la torture de l'arsenal de la politique américaine. Il y a déjà des signes que l'administration va affronter tout ce tintouin en retournant à une forme plausible de désaveu. L'amendement McCain protège tout « individu en détention ou sous contrôle physique du gouvernement des USA ». Il ne dit pas un mot des entraînements à la torture ni de l'achat d'informations auprès de l'industrie de plus en plus florissante des interrogateurs travaillant pour le profit.

Et, en Irak, le sale boulot a déjà été refilé aux escadrons de la mort irakiens, entraînés par les USA et supervisés par des commandants comme Jim Steele, l'homme qui s'est préparé à ce boulot en mettant sur pied des unités similaires au Salvador. Le rôle des USA dans l'entraînement et le contrôle du ministère de l'Intérieur irakien a été oublié, en outre, lorsqu'on a découvert, très récemment, 173 prisonniers dans les cachots de ce même ministère : certains avaient été si atrocement torturés que leur peau se détachait complètement de leurs chairs. « Voyez, c'est un État souverain. Le gouvernement irakien existe », a déclaré Rumsfeld. Il rappelait étonnamment William Colby, de la CIA, qui, lorsqu'une commission du Congrès lui avait demandé des comptes sur les milliers de personnes tuées dans le programme Phénix — que lui-même, Colby, avait contribué à lancer —, avait répondu qu'il s'agissait désormais d'un « programme à cent pour cent vietnamien ».

Comme l'écrit McCoy, « si vous ne comprenez pas l'histoire ni les profondeurs de la complicité institutionnelle et publique, vous ne pouvez nullement envisager d'entreprendre des réformes ayant le moindre sens ». Les législateurs répondront à la pression en éliminant une pièce minuscule de l'appareil de la torture : en fermant une prison, en clôturant un programme, voire en réclamant la démission d'une pomme vraiment pourrie comme Rumsfeld. Mais McCoy vous prévient : « Ils préserveront la prérogative de la torture. »

*The Guardian*, 10 décembre 2005. Original :

<http://www.guardian.co.uk/usa/story/0,12271,1664174,00.html> . Une version de cet article est parue dans *The Nation* : <http://www.thenation.com/> Traduit de l'anglais par Jean Marie Flémal. Repris de *Chronique de Guantanamo*, quatrième année, - N° 1 - 1er janvier 2006 - Publication bimensuelle du Collectif Guantanamo, 5 rue de Douai, 75009 Paris Tél. 00 33 (0)6 13 99 28 86 🍏 Courriel : [collectifguantanamo@yahoo.fr](mailto:collectifguantanamo@yahoo.fr) . Cette Chronique contient toutes les informations publiées au jour le jour sur le site <http://quibla.net>

édito 4

## La guerre secrète en Iraq

Voyez, plus bas, le long article sur les escadons de la mort en Iraq, que nous n'avons pas eu le temps de traduire de l'anglais : *Crying Wolf: Media Disinformation and Death Squads in Occupied Iraq*, de Max Fuller. C'est un sujet d'une extrême importance si on veut comprendre la face cachée de ce qui se passe en Iraq et dont les journalistes véreux qui s'en occupent ne rendront pas compte.

Voici notre avis : le pays fourmille de groupes mafieux employé par l'occupant pour détruire la résistance. Aucun journaliste ne s'est penché sérieusement sur cette "autre guerre", la "guerre secrète", comme elle a été pratiquée au Laos, au Nicaragua et en mille endroits. C'est une pratique habituelle. Il serait inconcevable qu'elle n'ait pas été mise en action sur une grande échelle en Irak. En Iran, on sait que les services américains téléguident les stalino-radjavistes, prétendument révolutionnaires et prétendument islamistes.

Il convient de remarquer la figure de Zarkaoui, complètement inventée par les service de propagande noire. Zarkaoui, le vrai, a été tué au début de l'offensive, dans les bombardements. Le reste est un roman fabriqué par les services. Cette invention permet de fabriquer un lien avec une autre création de services américains, Al Qaida. Les pire atrocités, les plus gratuites, les plus insensées sont attribuées (???) par des sites inconnu sur le Web, à Zarkaoui. On remarquera leur forte incidence dans les périodes pré-électorales : ces actes monstrueux, dont il faudra bien un jour que l'administration américaine endosse la responsabilité, visent à rassembler le troupeau électoral, effarouché par ces violences gratuites, du côté des fantoches désignés par les chefs des cow-boys. La résistance politique s'est toujours démarquée de ces atrocités, sans que ses démentis passent dans la presse, évidemment. De même les enlèvements de journalistes sont à l'évidence pratiqué par des mercenaires irakiens à la solde des occupants. Le but est d'intimider les journalistes et les empêcher d'enquêter sur le terrain. Ce but est très largement atteint : voyez le génocide de Falloujah qui s'est déroulé sans qu'un seul journaliste puisse se rendre sur place. Quand la Sgrena est allée enquêter auprès des réfugiés de Fallujah, elle a été kidnappée. La presse à renoncé à nous faire savoir ce qui se passe en Iraq.

La guerre américaine est comme la lune : elle a une face visible et une face cachée, qui est au moins aussi importante. Du temps du Viêt-Nam, il y avait des gens pour enquêter, pour fouiner, ou pour publier des documents secrets, comme les *Pentagon Papers*. Cette époque est révolue. L'une des premières décisions de Bush a été de sceller ses archives, qui étaient encore à produire, jusque vers la fin du siècle. Ces gens-là ont eu la prévoyance d'organiser le secret avant de commettre les crimes qu'il allait couvrir. On a affaire à des criminels très organisés.

## 1 - L'Iraq des marais

HUILE

### Le secteur pétrolier est un enjeu majeur pour le prochain gouvernement en Irak

**La production est tombée en novembre à 1,6 million de barils.  
Une nouvelle compagnie d'Etat doit être créée et les  
contrats renégociés avec les majors**

**Marc Roche**

Les élections sont cruciales pour l'avenir du secteur pétrolier irakien. Le gouvernement issu des urnes détiendra la légitimité nécessaire pour s'atteler à deux chantiers prioritaires : la promulgation d'une loi énergétique et la création d'une compagnie nationale des hydrocarbures

partiellement autonome » : à écouter Ruba Husairi, analyste de la revue spécialisée Energy Intelligence Group, tel est l'enjeu énergétique du scrutin du 15 décembre dans un pays dont les réserves d'or noir sont estimées à 112 milliards de barils, soit 11 % des réserves mondiales.

La promulgation d'une réglementation pétrolière devra permettre au nouveau pouvoir de négocier avec les compagnies pétrolières internationales pour tenter de sortir le secteur de l'ornière.

La première tâche de la nouvelle équipe dirigeante, en effet, sera de relancer une production de brut qui est tombée en novembre à 1,6 million de barils (dont 1,24 million ont été exportés) contre plus de 2 millions avant la guerre de 2003. L'extraction a été arrêtée au nord en raison des sabotages. Au sud, le mauvais entretien des puits, l'absence de compteurs et le piètre état de l'infrastructure pénalisent l'exploitation.

Les projets de développement en amont du secteur pétrolier ont été mis en veilleuse après la chute du dictateur, en attendant la sécurisation du pays. Les contrats signés par l'ancien régime avec des groupes russes, chinois, syriens et français ont été déclarés nuls et nonavenus. Les seules compagnies étrangères qui, à ce jour, se sont aventurées dans l'ancienne Mésopotamie sont le parapétrolier américain Halliburton et de petites sociétés de maintenance.

#### « Contrôle démocratique »

Copiée sur l'Aramco saoudienne, l'Abnoc des Emirats ou la KPC koweïtienne, une compagnie pétrolière d'Etat devrait voir le jour après le scrutin. Cette structure doit remplacer l'organisation actuelle, héritée du régime de Saddam Hussein, éclatée entre une multitude de sociétés.

Dans ses négociations avec les majors, le nouveau ministre du pétrole devra avancer à pas comptés. Dans un rapport publié le 22 novembre, l'organisation non gouvernementale (ONG) britannique Platform a accusé Washington et Londres d'aider leurs compagnies pétrolières respectives à mettre la main sur le sous-sol irakien.

« Avec l'implication active des gouvernements américain et britannique, un groupe de puissants hommes politiques et technocrates irakiens est actuellement en train de faire pression pour parvenir à un système de contrats à long terme avec des compagnies pétrolières étrangères, contrats qui seront hors d'atteinte pour les tribunaux irakiens, sans aucun contrôle démocratique », affirme le document.

Les personnalités irakiennes en question sont le vice-premier ministre sortant, Ahmed Chalabi, récemment revenu en grâce à Washington, président du nouveau conseil supérieur de la politique énergétique, et l'ancien ministre des pétroles, Ibrahim Bahr Al-Ouloum.

Ces deux politiciens chiïtes mènent chacun leur propre liste de candidats aux élections. Selon l'ONG, ces contrats prendraient la forme d'accords de partage de production (PSA), en vertu desquels des compagnies étrangères sont appelées à financer l'exploration-production d'une zone, moyennant une part de la production future.

« L'expérience dans d'autres pays démontre qu'en général des compagnies étrangères ont le dessus sur les gouvernements dans les négociations de contrats type PSA », conclut le document de Platform.

Hostiles aux PSA, les cadres du ministère des pétroles dans leur grande majorité sont favorables à la signature d'accords de facturation de services, en vigueur dans le reste du Proche-Orient.

« Le futur gouvernement saura défendre la principale source de revenus du pays. Regardez le Koweït : quatorze ans après sa libération, il reste fermé aux compagnies occidentales », indique toutefois l'Irakien Mohammed Ali Zaini, chercheur au Centre for Global Energy Studies, un centre d'études énergétiques installé à Londres.

Bon nombre d'experts pétroliers défendent les accords de partage de production, jugés équitables pour le producteur comme pour la compagnie pétrolière. L'adoption de PSA par des pays aussi différents que la Libye, la Russie, le Kazakhstan ou le Venezuela attestent leur efficacité, affirment-ils.

Enfin, ils estiment qu'un gouvernement démocratiquement élu en Irak ne jouerait pas nécessairement le jeu des Chevron, Shell ou BP.

*Nous avons mis en ligne le rapport des experts intitulé Crude Oil*

ALI BABA ET LES 200.000 VOLEURS

## L'effroyable pillage de l'Iraq sous tutelle américaine

### Un juge traque la corruption au sein du pouvoir irakien

Patrice Claude

PLUS DE 2 000 enquêtes menées à terme, près de 600 cas de corruption patente transférés à la justice, vingt-six mandats d'arrêt émis, notamment contre trois directeurs d'administration publique et cinq anciens ministres de l'après-Saddam Hussein : en un peu plus d'un an, le « tableau de chasse » de la Commission irakienne pour l'intégrité publique n'est pas négligeable. « Il serait bien meilleur si les services de sécurité, irakiens et non irakiens, nous prêtaient un meilleur concours », observe le juge Radhi Hamza Al-Radhi, président de la commission.

De la production de pétrole brut, qui n'est que rarement comptabilisée à la sortie des puits, des commandes de matériels divers qui sont payées et n'arrivent jamais, en passant par les contrats de reconstruction qui sont attribués à des entreprises fantômes ou à des individus qui disparaissent avec le magot, ce sont sans doute « des milliards de dollars » qui ont déjà été perdus, confie le juge Radhi, de passage à Paris. Il « supplie les donateurs » de ne plus attribuer leur aide à des ministères ou des projets spécifiques, mais « d'exiger qu'ils soient pris en charge puis contrôlés et audités par une commission indépendante » comme la sienne.

Les cinq anciens ministres dans son collimateur - des ex-titulaires du commerce, des transports, du logement, du travail et de la défense - ont disparu à l'étranger ou bénéficient de l'immunité parlementaire. C'est le cas de l'ex-ministre de la défense, Hazem Shaalan, à qui il est reproché d'avoir détourné, avec quelques hauts fonctionnaires complices, près de 1,3 milliard de dollars.

Des commandes d'armements divers, d'avions et d'une soixantaine d'hélicoptères russes avaient été passées et payées cash à un homme d'affaires irako-polonais. Deux hélicoptères seulement, « et encore, dans un sale état », précise le juge, ont été livrés. Le reste est considéré comme perdu.

Tous les ministères concernés étaient alors placés sous la houlette de « conseillers » américains ou britanniques. « Pourquoi ont-ils fermé les yeux ? Nos partenaires étrangers ne doivent plus tolérer la corruption », dit le juge.

De la ville kurde d'Erbil, où il a trouvé refuge grâce à un complice « particulièrement bien placé dans la hiérarchie politique locale », Hazem Shaalan nie les faits. Il n'est pas certain que s'il venait à Bagdad il serait arrêté.

« Dix de mes magistrats enquêteurs et une douzaine de juges ont déjà été assassinés, rappelle le juge Radhi. Les juges ont peur. » Suite à des menaces, il s'est lui-même résigné à emménager dans la « zone verte » ultra-protégée, au centre de Bagdad. Il a entre autres décidé d'enquêter sur les troubles affaires du ministère du pétrole. « Nous achetons 600 millions de dollars de « produits pétroliers divers » chaque mois au Koweït et aux Emirats arabes unis, note-t-il. Que deviennent-ils ? Mystère. Il y a quelques semaines, j'ai envoyé des hommes à la frontière pour comptabiliser les camions-citernes qui entrent en Irak et vérifier leurs chargements. Ils n'ont pas pu s'approcher, des officiers britanniques les en ont empêchés. Sans l'aide de la communauté internationale, notre travail est presque impossible. »

*Le Monde*, 23 décembre 2005

PERSÉCUTION

## Gilles Munier est accusé de...

Extrait de l'ordonnance du juge :

« **Trafic d'influence passif commis par un particulier :**

d'avoir entre 1998 et 2003, depuis temps non couvert par la prescription, sur le territoire national, en sa qualité de responsable d'association (notamment l'association franco-irakienne), sollicité et agréé en violation des dispositions de l'ONU sur le programme Pétrole contre nourriture (notamment Résolution 986), des allocations de barils de pétrole irakien (estimés en l'état à 7,6 millions de barils) vendus à la société AREDIO, en contrepartie de son influence réelle ou supposée auprès des autorités françaises pour défendre les intérêts irakiens et obtenir la levée des sanctions contre l'Irak. »

et de :

« **Corruption d'agents publics étrangers :**

d'avoir, sur le territoire national, entre 1998 et 2003, depuis temps non couvert par la prescription, en violation de la Résolution 986, proposé sans droit, à des agents publics irakiens, à tout moment, directement ou indirectement, des offres, des promesses, des dons, présents ou des avantages quelconques, en l'espèce en leur rétrocédant sur des comptes à l'étranger une partie du produit des ventes de la société AREDIO d'allocations de barils octroyés par la SOMO, pour obtenir de ces fonctionnaires irakiens de nouvelles allocations de barils. »

**Gilles Munier est donc poursuivi pour avoir violé la Résolution 986 de l'ONU, en fait pour avoir tenté d'obtenir la levée des sanctions contre l'Irak, conformément aux décisions de l'Association des Amitiés franco-irakiennes.** On lui tient rigueur rétrospectivement de s'être opposé à l'agression des Etats-Unis contre ce pays sans défense, privé de nourriture et de médicaments. En poursuivant Gilles Munier, c'est en réalité la politique arabe de la France que l'on met aussi en cause et ses défenseurs que l'on tente de bâillonner.

La tragédie du peuple irakien est sciemment travestie. On détourne l'attention de l'opinion publique en lançant des enquêtes de diversion et des procès- spectacles afin de camoufler plus d'un million et demi de morts victimes de l'embargo et le pillage par les occupants des trésors de l'Irak (*banques, pétrole, archéologie*). Plus que jamais, nous devons affirmer que ni la morale, ni le droit ne sont du côté de ceux qui ont déclenché une guerre à grand renfort de mensonges.

**De plus, à notre connaissance, la loi française ne prévoit aucune sanction pénale à la contestation par des personnes privées de résolutions des Nations unies, lesquelles ne se justifiaient plus depuis l'évacuation du Koweït par l'Irak en 1991. Dans ces conditions, c'était un droit, et aux yeux de beaucoup un devoir, d'aider le peuple irakien à résister à l'oppression génocidaire à laquelle il a été soumis pendant plus d'une décennie.**

AFI 51, 14 novembre 2005.

HUILE ENCORE

## Le pillage du pétrole est prêt

Comaguer

S'il existait encore le moindre doute sur la motivation pétrolière dans l'invasion et l'occupation de l'Irak, l'étude publiée récemment par plusieurs associations britanniques et étasuniennes Platform, Institute For Policy Studies, War On Want, Global Policy Forum, Oil

Change International, New Economic Foundation : sous le titre « *Crude Designs : The Rip-Off Of Irak's Oil Wealth* », téléchargeable sur le net en anglais et en arabe, le lèverait définitivement.

Ce document a été présenté par un de ses auteurs, Greg Muttit, le 26 mai 2005 à une réunion du syndicat des employés du pétrole à Basrah.

Nul besoin d'attentats du 11 septembre, nul besoin d'armes de destruction massive, nul besoin de démocratie à construire, le destin de Saddam Hussein et de son régime étaient scellés dès l'instant où le chef d'orchestre du grand pillage, Dick Cheney accédait à la Vice-présidence.

### **Le contexte pétrolier :**

L'exploitation du pétrole irakien commence après la première guerre mondiale et elle est confiée, par la monarchie mise en place par la Grande-Bretagne, à une société internationale créée pour les besoins de la cause. Cette société : l'Irak Petroleum Company, fabriquée sur mesure par les gouvernements britanniques et français rassemble l'anglo-néerlandais Shell, la future BP britannique, et la Compagnie Française des Pétroles, future Total. Les Etats-Unis qui, à l'époque, sont largement autosuffisants en pétrole forceront quand même la porte et un groupement de pétroliers US deviendra le quatrième larron actionnaire.

Le pétrole irakien est abondant, facile à extraire, donc très bon marché et comme le prix international se fixe à un niveau permettant aux producteurs des Etats-Unis qui ont des coûts de production plus élevés, posséder et exploiter un champ de pétrole en Irak garantit de plantureuses marges bénéficiaires. Après le coût d'état militaire du 14 Juillet 1958 qui renverse la monarchie, les nouveaux dirigeants irakiens voudront reprendre le contrôle de cette richesse. Après avoir éliminé ses rivaux, Saddam Hussein et le parti Ba'ath mèneront à bien cette tâche en nationalisant le pétrole en 1972. Parallèlement le régime consacrera tous les moyens nécessaires à la formation d'un personnel national capable à tous les niveaux d'assurer le bon fonctionnement et le développement de l'industrie pétrolière nationale.

Aussi, le jour même de l'arrivée de l'armée d'invasion US à Bagdad en mars 2003, le premier soin de l'envahisseur sera de prendre le contrôle du Ministère du pétrole et de s'approprier toute la documentation et l'information qu'il recèle. Ayant un mandat très précis, l'armée d'invasion laissera piller sans sourciller les autres ministères — tout comme les musées — mais celui du pétrole deviendra une forteresse imprenable et ses trésors ne tomberont pas entre « de mauvaises mains ».

Au nombre de ces trésors, les résultats des recherches géologiques, des forages effectués sur tout le territoire irakien constituent un véritable inventaire du potentiel pétrolier du pays. Potentiel énorme quand on sait que sur 80 champs pétroliers identifiés, seuls 17 étaient en exploitation avant l'invasion.

Il est donc possible de mettre en exploitation 63 nouveaux gisements et de hisser l'Irak à la première place des producteurs mondiaux.

Les compagnies pétrolières qui n'ignorent pas cette réalité ne dédaignent pas dans le même temps de semer l'inquiétude en parlant d'absence de nouveaux grands gisements dans le monde, d'une demande croissante bientôt impossible à satisfaire, des énormes appétits de la Chine et de l'Inde etc..., discours connu qui a l'immense et immédiat avantage de faire monter les prix et les bénéfices.

La question qui se pose à la Maison Blanche, comme dans les états-majors des multinationales pétrolières, est donc de savoir qui va mettre la main sur la manne irakienne. Elle ne se pose d'ailleurs plus guère dans un pays gouverné par un pouvoir fantoche et occupé par une armée de plus de 200.000 hommes (militaires et mercenaires de tous poils) et les solutions mises au point dans la discrétion, avant d'être validées par le nouveau gouvernement irakien (qui sortira les 15 décembre des urnes comme un lapin d'un chapeau de magicien) sont très bien décrites dans le rapport.

La stratégie consiste à donner l'illusion que l'Irak n'est pas spolié et en même temps de s'assurer qu'aucun gouvernement irakien pour les décennies à venir ne pourra mettre la main sur ce pactole. Une première mesure consiste à laisser la propriété et l'exploitation des 17 champs actuels aux nouveaux gouvernements régionaux institués par la nouvelle constitution. En pratique le pétrole de la zone Nord sera exploité par une société contrôlée par le gouvernement régional, gouvernement à dominante ou exclusivement kurde, et le pétrole de la zone Sud à une société contrôlée par le gouvernement à dominante chiite de cette région. La

région du centre, autour de Bagdad, n'aura rien et les divisions ethnico-religieuses soigneusement entretenues par l'occupant et entérinées par la nouvelle constitution rendent très improbable un partage national de la richesse pétrolière existante ( sans oublier que la guerre, les destructions, les sabotages, n'ont pas permis à l'Irak de retrouver les niveaux de production d'avant l'invasion, loin s'en faut). Est donc ainsi mise en place un formidable outil de sécession économique.

La seconde mesure consiste à mettre en place un nouveau dispositif pour l'exploitation des 63 gisements nouveaux. Ce dispositif existe, est bien connu de l'industrie pétrolière internationale qui l'utilise en général pour l'exploitation de petits gisements dans des régions difficiles et dans des pays où le pouvoir politique central est trop faible et trop pauvre pour imposer autre chose que l'obtention d'un modeste bakchich. Il est souvent pratiqué par des « outsiders », sociétés pétrolières petites ou moyennes qui tentent leurs chances dans des zones à risque où les grandes hésitent à se lancer. Il est connu dans le monde pétrolier sous le nom de *Production Sharing Agreement* (PSA). Il s'agit d'un accord passé entre l'Etat, propriétaire du sous-sol et de ses ressources, et une société étrangère spécialisée à qui il confie pour des périodes longues (de 25 à 50 ans) l'exclusivité de l'activité productive et de ses revenus. Cette société de gérance investit, embauche, extrait, transporte, vend. Elle fait apparaître les réserves pétrolières qu'elle découvre dans son bilan alors qu'elle n'en est pas propriétaire mais ça fait monter le cours de ses actions en bourse. Elle fonctionne dans un cadre fixé pour toute la durée du contrat et intangible. Il est en effet stipulé que si jamais l'Etat venait à modifier des règles qui pénaliseraient le gérant, il en supporterait le coût. Exemple : si dix ans après la signature du PSA, l'Etat prend des mesures de protection de l'environnement qui entraînent des dépenses nouvelles pour le gérant, il doit compenser financièrement cette mesure nouvelle et rembourser au gérant les dépenses anti-pollution ainsi occasionnées ! Le fameux principe pollueur-payeur passe à la trappe ! Même chose en matière de nouveaux droits sociaux !

Ce type de disposition existait dans le défunt AMI (Accord Multilatéral pour l'investissement) et fait partie des exigences de base des grands prédateurs multinationaux qui créent ainsi l'insécurité permanente dans les revenus des travailleurs et des Etats mais veulent la sécurité des gains du Capital.

Dans un PSA, le gérant fait ce qu'il veut, sans aucune référence à une politique nationale de gestion raisonnée des ressources naturelles, sans référence à une politique des prix sur le marché mondial. Il achète la complicité de l'Etat propriétaire en lui versant une partie des bénéfices. Ceci peut paraître alléchant pour des dirigeants nationaux totalement soumis ou impuissants : aucun souci d'entrepreneur, aucune responsabilité et de l'argent qui tombe régulièrement. Mais il s'agit d'une façade trompeuse. Le gérant sera filiale d'un grand groupe multinational, il pourra assez facilement et artificiellement alourdir ses charges – en achetant très cher du matériel à des fournisseurs étrangers – et réduire ses recettes en facturant son pétrole très peu cher à sa maison mère laquelle empochera le gros de la marge bénéficiaire dans son pays d'origine ou dans un quelconque paradis fiscal. L'illusion d'une gestion nationale de la richesse pétrolière est totale. Il suffira de payer grassement quelques comparses irakiens mis à la tête de la Société d'Etat qui signera le PSA et le tour sera joué.

Conséquence indirecte mais certaine de cette perte de contrôle national : l'affaiblissement de l'OPEP. En effet, si les deux sociétés nationales en voie de création pour l'exploitation des gisements irakiens actuels peuvent adopter une attitude de défense collective des intérêts des pays producteurs, les gérants des PSA qui exploiteront les nouveaux gisements ne seront pas liés au cartel des pays producteurs. Ils produiront, vendront, feront des bénéfices à leur guise et dans leur seul intérêt. L'Irak pourra continuer à faire partie de l'OPEP, ce qui pourra peut-être satisfaire un orgueil national à courte vue, mais n'y pèsera en réalité d'aucun poids.

Les auteurs de l'étude ont cherché à chiffrer les conséquences financières de ces nouveaux contrats en comparant, pour un volume donné de pétrole extrait et vendu la recette d'une véritable compagnie pétrolière nationale vendant sur le marché international un pétrole au coût d'extraction très faible aux bénéfices reversés par le ou les gérants. Les résultats sont édifiants : la perte pour l'Etat irakien **s'établit entre 60 et 150 milliards de dollars. Voilà le hold-up qui est en cours de préparation dans les coulisses** et qui sera, à n'en pas douter, cautionné par le nouveau gouvernement irakien aux ordres. Un premier « couac » vient d'ailleurs de se produire, le gouvernement de la région Nord ayant déjà signé sans en avertir Bagdad, un PSA avec la société pétrolière norvégienne DNO qui vient de commencer à forer.

Ultime manifestation du cynisme et de l'impudence néocoloniale orchestrée par Washington et Londres : les PSA seront « vendus » à l'opinion publique irakienne et internationale en expliquant que face aux énormes charges de reconstruction du pays — en ne précisant pas qu'il a été dévasté par une guerre (du Golfe), une décennie d'embargo, des bombardements réguliers et l'état de guerre qui se poursuit — le gouvernement irakien doit donner la priorité à cette immense tâche à ses obligations en matière de santé, d'éducation... et délègue à des professionnels riches et avertis le soin d'exploiter le pétrole.

Non seulement les agresseurs n'envisagent pas un instant des réparations pour les immenses dommages des guerres qu'ils ont conduites, mais en plus ils mettent la main sur la seule ressource qui aurait permis de faire face aux immenses besoins du pays. Le gouvernement irakien en sera réduit à vivre de mendicité auprès des institutions financières internationales et des myriades d'ONG qui viendront lui faire la charité de leur présence « humanitaire ».

Annexe : Quelques exemples de PSA :

— Les premiers contrats de ce type furent signés avec l'Indonésie à partir de 1965 c'est-à-dire après le renversement de Soekarno et l'élimination physique – de 500 000 à 1 million de morts – du parti communiste indonésien et de tous ses sympathisants réels ou supposés.

— Au Timor Oriental après l'indépendance de ce petit pays très pauvre et saigné par sa guerre d'indépendance contre l'Indonésie,

— dans l'est du Congo (RDC) dans les régions où l'Etat congolais est quasiment absent, en Tanzanie

— En 1994, Eltsine, qui fut décidément un serviteur dévoué des intérêts occidentaux, fit voter par la Douma une loi autorisant les PSA en Russie. Le gouvernement russe, soucieux de redevenir maître chez lui, refuse désormais de l'appliquer. Une évolution analogue est en cours au Kazakhstan et en Azerbaïdjan dont les dirigeants avaient, eux aussi, cédé aux sirènes pétrolières occidentales jusqu'à la fin des années 90. Qu'importe : les pétroliers se rabattent sur l'Ukraine à qui ils laissent espérer des découvertes somptueuses et lui assurant une moindre dépendance par rapport au pétrole russe.

— plus récemment en Syrie, en Jordanie et au Soudan.

*CONTRE LA GUERRE, COMPRENDRE ET AGIR*  
Bulletin n°135 – semaine 49– 2005

CE N'EST PAS TOUT : LE FMI S'Y MET

## **IMF Occupies Iraq, Riots Follow**

By **Matthew Rothschild**

Bad enough that the U.S. military is occupying Iraq. Now the IMF is occupying the country.

In December, the International Monetary Fund, in exchange for giving a loan of \$685 million to the Iraqi government, insisted that the Iraqis lift subsidies on the price of oil and open the economy to more private investment.

As the IMF said in a [press release of December 23](#), the Iraqi government must be committed to “controlling the wage and pensions bill, reducing subsidies on petroleum products, and expanding the participation of the private sector in the domestic market for petroleum products.”

The impact of the IMF extortion was swift and brutal.

“Since the Dec. 15 parliamentary election, fuel prices have increased five-fold, mostly because the outgoing government of Prime Minister Ibrahim Jafari has cut subsidies as part of a debt-forgiveness deal it signed with the International Monetary Fund,” the [Los Angeles Times](#) reported on December 28.

“The move has shocked Iraqis long accustomed to hefty subsidies of gasoline,



kerosene, cooking gas, and other fuels.”

Iraqis are getting a nasty taste of the IMF's medicine. “Over the summer, gas was selling for about five cents a gallon,” the LA Times noted. “Now it's about 65 cents, and at the end of the price increases, gasoline will cost about the same in Iraq as it does in other countries in the Persian Gulf, about \$1 per gallon. The prices of kerosene, diesel, and cooking gas have seen similar or steeper increases.” The price of public transportation has also gone up significantly.

Not surprisingly, these enormous price hikes have led to riots around the country, with police firing on 3,000 protesters in Nassiriyeh, according to an account on Daily Kos. [www.dailykos.com/story/2005/12/20/11119/029](http://www.dailykos.com/story/2005/12/20/11119/029), Iraq's oil minister quit to protest the government's capitulation to the IMF. According to Daily Kos, Oil Minister Ibrahim Bahr al-Uloum asked, “Is this how we repay the Iraq citizens who risked their lives to participate in the elections, by raising fuel prices in this way?”

The indestructible Ahmad Chalabi, a longtime favorite of Donald Rumsfeld and Dick Cheney, replaced al-Uloum. The Bush Administration is four-square behind the IMF deal.

“This arrangement will underpin economic stability and help lay the foundation for an open and prosperous economy in Iraq,” said U.S. Treasury Secretary John Snow.

What it is actually underpinning is economic instability. “It's crazy, socially and politically,” Robert Mabro, former chairman of the Oxford Institute of Energy Studies, told the LA Times.

Even the Pentagon's “National Strategy for Victory in Iraq” recognized the need for “balancing the need for economic reform—particularly of bloated fuel and food subsidies—with political realities.”

But “political realities” on the ground—such as inciting riots and increasing discontent—don't appear to concern Bush.

For the Bush Administration, the endorsement of the IMF price increase represents a schizophrenia that's almost clinical.

Bush is desperate to rescue his floundering Iraq policy, and yet backing the IMF plan is like throwing a drowning patient both ends of a lifeline.

The Iraqi people are sick and tired of the U.S. occupation already, to put it mildly.

Now that they are seeing their standard of living plummet, thanks to the IMF, they are going to be even more irate at the United States, which they know controls the IMF.

Caught between deciding whether to try to win hearts and minds or whether to cling to free market fantasies, Bush has once again chosen to live in fantasyland.

*The Progressive*, 3 Janvier 2006.  
[http://progressive.org/maq\\_wx010306](http://progressive.org/maq_wx010306)

## LES ESCADRONS DE LA MORT EN IRAQ

### Crying Wolf: Media Disinformation and Death Squads in Occupied Iraq

by **Max Fuller**

#### Abstract

The phenomenon of death squads operating in Iraq has become generally accepted over recent months. However, in its treatment of the issue, the mainstream media has zealously followed a line of attributing extrajudicial killings to unaccountable Shia militias who have risen to prominence with the electoral victory of Ibrahim Jafaari's Shia-led government in January. The following article examines both the way in which the information has been widely presented and whether that presentation has any actual basis in fact. Concluding that the attribution to Shia militias is unsustainable, the article considers who the intellectual authors of these

crimes against humanity are and what purpose they serve in the context of the ongoing occupation of the country.

Shortly before dawn on 14 September 2005, just hours before a huge bomb exploded in Baghdad killing 88 labourers, around 50 men in army uniforms arrived at the village of Taji 16km north of Baghdad in military vehicles, bearing military identification. After searching the village, they seized 17 local men, described by one witness as vegetable sellers, ice sellers and taxi drivers. Handcuffed and blindfolded, the men were led from their homes before being shot in the head in the main square

<http://www.newsday.com/news/nationworld/wire/la-fg-iraq15sep15.0.4769458.story?coll=sns-ap-nationworld-headlines> (Newsday)

[http://www.aljazeera.com/cgi-bin/news\\_service/middle\\_east\\_full\\_story.asp?service\\_id=9778](http://www.aljazeera.com/cgi-bin/news_service/middle_east_full_story.asp?service_id=9778) (Al Jazeera)

[http://www.juancole.com/2005\\_09\\_01\\_juancole\\_archive.html](http://www.juancole.com/2005_09_01_juancole_archive.html) (Juan Cole).

Such killings represent a pattern of violence as frightening as and perhaps more systematic than the steady wave of bombings targeting civilians in occupied Iraq. Whilst the pattern of death-squad-style executions is broadly recognised, it remains badly understood and, in its representation, deeply distorted.

The appearance of death squads was first highlighted in May this year, when over a 10-day period dozens of bodies were found casually disposed of in rubbish dumps and vacant areas around Baghdad. All of the victims had been handcuffed, blindfolded and shot in the head and many of them also showed signs of having been brutally tortured. On 5 May 15 bodies were discovered in an industrial area called Kasra-Wa-Atash and subsequently identified as belonging to a group of farmers seized from a Baghdad market. The bodies revealed such torture marks as broken skulls, burning, beatings and right eyeballs removed. Witnesses claimed the men had been arrested by members of the security forces

[http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle\\_east/4520389.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/4520389.stm) (BBC)

<http://www.guardian.co.uk/international/story/0,,1488096,00.html> (Guardian). Less than two weeks later, 15 more bodies were found at two sites

<http://www.kuna.net.kw/home/Story.aspx?Language=en&DSNO=733276> (KUNA). According to the chairman of the Sunni Waqf court, Adnan Muhammad Salman, the victims were Sunnis who had been arrested at their homes or at mosques

<http://www.arabicnews.com/ansub/Daily/Day/050517/2005051701.html> (ArabicNews.com).

The evidence was sufficiently compelling for the Association of Muslim Scholars (AMS), a leading Sunni organisation, to issue public statements in which they accused the security forces attached to the Ministry of the Interior as well as the Badr Brigade, the former armed wing of the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq (SCIRI), of being behind the killings. They also accused the Ministry of the Interior of conducting state terrorism

<http://www.kurd.org/newsletters/20050520022541.html#8> (Financial Times).

Since then, a steady stream of the victims of extrajudicial killings has flowed through the Baghdad morgue. Characteristically, the victims' hands are tied or handcuffed behind their backs and they have been blindfolded. In most cases they also appear to have been whipped with a cord, subjected to electric shocks or beaten with a blunt object and shot to death, often with single bullets to the head. Yasser Salihee, a journalist for Knight Ridder investigating the bodies, wrote that eyewitnesses claimed many of the victims were seized by men wearing commando uniforms in white Toyota Land Cruisers with police markings.

[http://www.realcities.com/mld/kwashington/news/special\\_packages/iraq/11999387.htm](http://www.realcities.com/mld/kwashington/news/special_packages/iraq/11999387.htm) (Knight Ridder). Salihee's last article was published on 27 June, three days after he was fatally shot by a US sniper at a routine checkpoint.

It is impossible to know exactly how many people are being killed in this way. Salihee reported that more than 30 examples occurred in less than a week, while Faik Baqr, director of Baghdad's central morgue, states that before the occupation of Iraq, the morgue handled 200 to 250 suspicious deaths a month, of which perhaps 16 had firearm injuries. Now the figure is between 700 and 800, with some 500 firearm wounds

[http://www.realcities.com/mld/kwashington/news/special\\_packages/iraq/11999387.htm](http://www.realcities.com/mld/kwashington/news/special_packages/iraq/11999387.htm) (*op. cit.*). The Independent's Robert Fisk adds that there are so many bodies that human remains are stacked on top of each other and unidentified bodies are rapidly disposed of

<http://www.robert-fisk.com/articles528.htm> (Robert Fisk).

The killings have not been confined to Baghdad. For example, on 24 June six farmers were taken from the village of Hashmiyat 15km west of Baquba by men in army uniform; their decapitated bodies were found soon afterwards a mile from their homes

[http://www.pittsburghlive.com/x/tribune-review/terrorism/s\\_347436.html](http://www.pittsburghlive.com/x/tribune-review/terrorism/s_347436.html) (Associated Press).

More recently, on 8 September, 18 people were abducted from the town of Iskandriyah 40km south of the capital by men in National Guard Uniforms and executed in isolated open land

[http://news.xinhuanet.com/english/2005-09/10/content\\_3472570.htm](http://news.xinhuanet.com/english/2005-09/10/content_3472570.htm) (Xinhuanet). These few examples represent the tip of a rapidly expanding iceberg, with the majority of extrajudicial-style killings seriously under-investigated and underreported.

In response to the accusations of police involvement, drawing on eyewitness accounts, Iraq's new Ministry of the Interior claims that it is easy to get hold of police uniforms and that the killings are the work of 'insurgents' masquerading as security forces in order to create sectarian divisions

[http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle\\_east/4680295.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/4680295.stm) (BBC). Such denials are echoed by US special advisor to the ministry Steven Casteel, who has stated that, 'The small numbers that we've investigated we've found to be either rumor or innuendo' (Salihee,

[http://www.realcities.com/mld/krwashington/news/special\\_packages/iraq/11999387.htm](http://www.realcities.com/mld/krwashington/news/special_packages/iraq/11999387.htm) (*op. cit.*).

Despite such denials, few journalists have been able to dismiss what the *Observer's* foreign editor Peter Beaumont describes as the 'extraordinary sense of impunity with which these abductions and killings take place' as mere innuendo

<http://observer.guardian.co.uk/international/story/0,6903,1520136,00.html> (*Observer*), or the consistent eye-witness accounts of the kidnappers appearing with expensive foreign equipment issued to the security forces, such as the Toyota Land Cruisers and the Glock 9mm pistols, as simply rumour (Salihee,

[http://www.realcities.com/mld/krwashington/news/special\\_packages/iraq/11999387.htm](http://www.realcities.com/mld/krwashington/news/special_packages/iraq/11999387.htm) (*op. cit.*).

The Interior Ministry's explanation of large, heavily armed groups of resistance fighters moving freely about the capital becomes even less plausible when one considers that many of the killings took place following the onset of Operation Lightning/Thunder in late May. This divisional-size operation saw the deployment of 40,000 Iraqi troops, who sealed Baghdad and installed 675 checkpoints around the city

[http://www.truthout.org/docs\\_2005/052705J.shtml](http://www.truthout.org/docs_2005/052705J.shtml)

(Associated Press). Hundreds of arrests followed as the security forces began to 'hunt down insurgents'

[http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/middle\\_east/4617177.stm](http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/middle_east/4617177.stm)

(BBC). According to the AMS, in one instance, on 13 July, dozens of Interior Ministry commandos stormed several houses in northern Baghdad and detained 13 people, before torturing and killing them in a nearby apartment

[http://www.iraqfoundation.org/news/2005/july/14\\_tortured.htm](http://www.iraqfoundation.org/news/2005/july/14_tortured.htm)

(Gulf Daily News).

However, instead of placing the blame squarely on the apparatus of the new Iraqi state, the mainstream media has almost exclusively chosen to shift the emphasis away, resorting to a number of standardised literary devices. The first device is to frame extrajudicial killings in the context of a wider panoply of supposed retaliatory sectarian violence. For example, Francis Curta of the Associated French Press writes that 'A series of tit-for-tat killings has raised sectarian tension to boiling points' (eg.

[http://www.mg.co.za/articlePage.aspx?articleid=238784&area=/breaking\\_news/breaking\\_news\\_international\\_news/](http://www.mg.co.za/articlePage.aspx?articleid=238784&area=/breaking_news/breaking_news_international_news/) (Mail&Guardian Online), Mohamad Bazzi writing for Newsday refers to a 'wave of retaliatory killings'

<http://www.commondreams.org/headlines05/0523-02.htm> (Newsday), and James Hider of the London Times believes that 'the only certainty is that once [the bodies] are identified, someone will want revenge'

<http://www.timesonline.co.uk/article/0,,7374-1694716,00.html> (Times Online). The second device is to state or imply that the security forces are closely associated with largely unaccountable Shia militias, especially the Badr Brigade. For instance, Patrick Cockburn of the UK Independent writes that 'Some carrying out the attacks appear to belong to the 12,000-strong paramilitary police commandos', while, in almost the same breath he adds that 'Fear of

Shia death squads, perhaps secretly controlled by the Badr Brigade, the leading Shia militia, frightens the Sunni'

<http://unitedforpeace.org/article.php?id=2975&printsafe=1> (Independent); in a similar vein, the BBC claims that 'Angry mourners at a funeral for some of those killed said they had died at the hands of police and Shia militiamen'

[http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle\\_east/4680295.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/4680295.stm) (BBC).

Most importantly, reports variously stress that the government, Interior Ministry and police are under sectarian Shia control. Hence, Samir Haddad, a correspondent for Islam Online, refers to the 'dominant-Shiite newly-formed security forces'

<http://www.islamonline.org/English/News/2005-05/19/article03.shtml> (Islam Online), the *Chicago Tribune's* Liz Sly states that Sunnis 'accused Iraq's security forces, now controlled by the Shiite-led government'

<http://www.thestate.com/mld/thestate/news/world/11662557.htm> (Chicago Tribune), Tom Lasseter, writing for the *Inquirer*, claims that 'Badr members have gained unprecedented authority' and that the Interior Minister, who controls the nation's police and commando forces, is a former Supreme Council official with close ties to Badr'

[http://www.philly.com/mld/philly/news/breaking\\_news/11858216.htm](http://www.philly.com/mld/philly/news/breaking_news/11858216.htm) (Philadelphia Inquirer), the *Observer's* Beaumont writes that 'Accountability has also become more opaque since the formation of the Shia-dominated government'

<http://observer.guardian.co.uk/international/story/0,6903,1520136,00.html> (*op. cit.*), the BBC's Richard Galpin states that the 'Sunni community in particular claims it is being targeted by the Shia-dominated police force'

[http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle\\_east/4718999.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/4718999.stm) (BBC), Anthony Loyd for the *London Times* talks of 'allegations of extensive extra-judicial killings of Sunnis by the Shia-dominated Iraqi security forces'

<http://www.timesonline.co.uk/article/0,,7374-1804229,00.html> (Times Online) and Sinan Salaheddin of the Associated Press, states 'The grisly finds have led Sunnis to believe that Shiite Muslims who dominate the government and the Interior Ministry are waging a quiet, deadly campaign against them' (eg.

[http://seattlepi.nwsource.com/national/243838\\_deathsquads08.html](http://seattlepi.nwsource.com/national/243838_deathsquads08.html) (Seattle Post-Intelligencer).

Other devices include mentioning the Interior Ministry's claims of insurgents donning police or commando uniforms or implying that if the security forces are involved in torture and murder it is a reflection of the fact that it is composed of reconstituted members of the former state who know only a culture of violence and intimidation; this is clearly at odds with those reports that regard the security forces as entirely Shia dominated. Wilder devices talk about security forces' frustration or blame Zarqawi for attempting to inflame sectarian tensions. Whilst all of these devices are employed in various combinations, notably absent from every account is any serious examination of the new Iraqi state or, assiduously avoided, the role of the occupying powers, leaving the most thoughtful of journalist to wonder with Beaumont whether the Iraqi state is 'stumbling towards a policy of institutionalised torture' or whether human-rights abuses are conducted by 'rogue elements' within the security apparatus (Salihee's investigation represents the one exception, with the emphasis placed firmly on the organs of the state, supported by solid primary evidence).

## Police Commandos and Disinformation Brigades

An instructive starting point for an examination of the prevailing media consensus is to consider some of the forces of the Iraqi state most closely associated with allegations of serious human rights abuses.

The majority of accusations are general. Journalists refer to the police, security forces, the National Guard or to poorly identified police commandos, but specific accusations have been made against a unit known as the Wolf Brigade. The identification of the Wolf Brigade with cases of abduction, torture and execution in Baghdad was first made on 16 May, when Mothana Harith Al-Dari, a spokesman for the AMS, stated that 'The mass killings and the crackdown and detention campaigns in north-eastern Baghdad over the past two days by members of the Iraqi police or by an Interior Ministry special force, known as the Wolf Brigade, are part of a state terror policy', in relation to the discoveries of the victims of extrajudicial executions noted above

<http://www.islamonline.net/English/News/2005-05/17/article02.shtml> (Islam Online).

Within days a Knight Ridder journalist, Hannah Allam, had published under a variety of titles an article about the Wolf Brigade, highlighting their maverick tough-guy image and presenting their leader, who goes by the *nom de guerre* of Abul Waleed, as a devout Shiite, 'complete with a photo of Imam Ali and religious chants programmed into his constantly ringing cell phone.'

<http://www.realcities.com/mld/kwashington/11706326.htm> (Knight Ridder). Allam informed readers that Waleed regarded the AMS as infidels and tossed their accusations of torture and murder into the bin. Additionally, readers learned that the unit was formed as the brainchild of Waleed in October 2004, saw its first action in Mosul after nearly two months' training with US forces, and is behind the inhuman television programme *Terrorists in the Grip of Justice*, in which tortured detainees are forced to confess to a lurid array of crimes

[http://www.infowars.com/articles/iraq/iraqis\\_say\\_security\\_forces\\_use\\_torture.htm](http://www.infowars.com/articles/iraq/iraqis_say_security_forces_use_torture.htm) (Associated Press). However, whilst belittling charges of horrendous human-rights violations as 'the usual complaints', Allam made no reference to the Wolf Brigade being a special forces unit attached to the Interior Ministry.

On 9 June rightwing US think tank the Council for Foreign Relations published a paper devoted to Iraqi militias

<http://www.cfr.org/publication.html?id=8175#6> (CFR), simultaneously repeated in the *New York Times*. In a series of FAQ-type entries, the report reiterated many of Allam's insights about the Wolf Brigade, as well as offering some additional tidbits:

*What is the Wolf Brigade?*

The most feared and effective commando unit in Iraq, experts say. Formed last October by a former three-star Shiite general and SCIRI member who goes by the *nom de guerre* Abu Walid, the Wolf Brigade is composed of roughly 2,000 fighters, mostly young, poor Shiites from Sadr City.

However, the paper went further in emphasising the units' sectarian Shiite character, stating that 'One of Badr's recent offshoots is a feared, elite commando unit linked to the Iraqi Interior Ministry called the Wolf Brigade', and spelling out the distinction between it and other, Sunni militia-style units.

*Are there any Sunni-led commando units?*

Yes. At least one counterinsurgency unit is headed by a former officer of Saddam Hussein's Baath Party. The Special Police Commandos, like the Wolf Brigade, have a reputation for brutality, but the group is also considered one of Iraq's most effective and well-disciplined counterinsurgency units.

Those familiar with Peter Maas's article

<http://www.petermaass.com/core.cfm?p=1&mag=123&magtype=1> ('The Way of the Commandos', published by *The New York Times Magazine* just six weeks earlier, will recognise that, in fact, the Wolf Brigade bears a striking similarity to the unit he identifies as the Special Police Commandos. The Police Commandos, too, were formed in autumn 2004 and saw one of their first major commitments in Mosul in November; like the Wolf Brigade, their leader also founded an unspeakably vile television show called *Terrorism in the Grip of Justice*.

But there are fundamental distinctions between these units as well. The Police Commandos were founded on the initiative of then Interior Minister Falah al-Naqib, the son of a former Iraqi Chief of Staff, believed by many to have been a major CIA asset

<http://www.nationalreview.com/rubin/rubin200501070750.asp> (National Review Online), under the command of his uncle, an ex-Baathist, Sunni military intelligence officer and CIA coup-plotter called Adnan Thabit. Its recruits are drawn from former members of the special forces and Republican Guard, with mixed ethnic and religious background

<http://www.colombiajournal.org/colombia131.htm> (Washington Post), while its chain of command is said to be largely Sunni. Most importantly, the Police Commandos were formed under the experienced tutelage and oversight of veteran US counterinsurgency fighters, and from the outset conducted joint-force operations with elite and highly secretive US special-forces units

<http://www.signonsandiego.com/news/world/iraq/20041127-0600-iraq-swat.html> (Reuters),  
<http://www.nationalreview.com/smitht/smith200410120831.asp> (National Review Online).

A key figure in the development of the Special Police Commandos was James Steele, a former US Army special forces operative who cut his teeth in Vietnam before moving on to direct the US military mission in El Salvador at the height of that country's civil war. Steele was responsible for selecting and training the small units (or death squads) who were boasted to have inflicted 60% of the casualties caused in that 'counterinsurgency' campaign (Manwaring, *El Salvador at War*, 1988, p 306-8). Principally, the tens of thousands of victims were civilians.

Another US contributor was the same Steven Casteel who as the most senior US advisor within the Interior Ministry brushed off serious and well-substantiated accusations of appalling human right violations as 'rumor and innuendo'. Like Steele, Casteel gained considerable experience in Latin America, in his case participating in the hunt for the cocaine baron Pablo Escobar in Colombia's Drugs Wars of the 1990s, as well as working alongside local forces in Peru and Bolivia (Maas

<http://www.petermaass.com/core.cfm?p=1&mag=123&magtype=1> (*op. cit.*). Whilst Casteel's background is said to be Drug Enforcement Administration (DEA), the operation against Escobar was a joint intelligence effort, involving the CIA, DEA, Delta Force and a top-secret military intelligence surveillance unit known as Centra Spike

<http://www.cannabinoid.com/boards/msg1x31965.shtml> (Marihemp)

<http://www.specwarnet.com/americas/isa.htm> (SpecWarNet). The operation had no impact on Colombia's position as the world's major source of cocaine (which, incidentally or not, owed much to the CIA, who had become heavily involved in the trade as part of their secret funding of Nicaragua's Contra mercenary army; for a detailed account, read the series

<http://www.lycaeum.org/drugwar/DARKALLIANCE> (*Dark Alliance*, originally published by the *San Jose Mercury News*), with the centre of gravity ultimately shifting to dozens of micro cartels <http://www.chron.com/cs/CDA/ssistory.mpl/special/drugquagmire/603953> (*Houston Chronicle*).

However, the operation did lead to the formation of a death squad known as Los Pepes, which was to form the nucleus for Colombia's present paramilitary death-squad umbrella organisation, the AUC, responsible for over 80 percent of the country's most serious human-rights abuses

<http://www.colombiajournal.org/colombia131.htm> (*Colombia Journal*). Whilst no official connection was ever admitted, Los Pepes relied on the intelligence data held in the fifth-floor steel vault at the US Embassy in Bogota that served as the operation's nerve centre. Lists of the death squad's victims rapidly came to mirror those of Escobar's associates collated at the embassy headquarters

<http://cocaine.org/colombia/pablo-escobar.html> (Cocaine.org),

<http://cannabisnews.com/news/thread7631.shtml> (Cannabis News).

Casteel's background is significant because this kind of intelligence-gathering support role and the production of death lists are characteristic of US involvement in counterinsurgency programs and constitute the underlying thread in what can appear to be random, disjointed killing sprees. Probably the best-attested example of such an operation is Indonesia during the early years of the Suharto dictatorship, when CIA officers provided the names of thousands of people, many of them members of the Indonesian Communist Party, to the army, who dutifully slaughtered them

<http://www.namebase.org/kadane.html> (Kathy Kadane). Similar cases can be made for the CIA supplying death lists and/or overseeing operations in Vietnam

<http://www.ocweekly.com/printme.php?&id=50314> (*OC Weekly*), Guatemala, where death lists are known to have been compiled but were supposedly never acted upon

<http://www.consortiumnews.com/archive/story37.html> (*The Consortium*), and El Salvador, where former killers have come forward to describe sharing desk space with US advisors who collected the 'intelligence' from 'heavy interrogation' but were spared details of the subsequent murders

[http://www.thirdworldtraveler.com/US\\_ThirdWorld/deathsquads\\_EISal.html](http://www.thirdworldtraveler.com/US_ThirdWorld/deathsquads_EISal.html) (*Covert Action Quarterly*). For an extensive list of countries in which the CIA has supported death squads, see the database compiled by Ralph McGehee

[http://www.serendipity.li/cia/death\\_squads.htm](http://www.serendipity.li/cia/death_squads.htm) (*Serendipity*).

Such centrally planned genocides are entirely consistent with what is taking place in Iraq today under the auspices of crackdowns like Operation Lightning, which make use of so-called Rapid Intrusion Brigades to make widespread, well orchestrated arrests <http://mailman.lbo-talk.org/pipermail/lbo-talk/Week-of-Mon-20050627/013633.html> (Financial Times). It is also consistent with what little we know about the Special Police Commandos, which was tailored to provide the Interior Ministry with a special-forces strike capability [http://www.defenselink.mil/news/Oct2004/n10202004\\_2004102008.html](http://www.defenselink.mil/news/Oct2004/n10202004_2004102008.html) (US Department of Defense). In keeping with such a role, the Police Commando headquarters has become the hub of a nationwide command, control, communications, computer and intelligence operations centre, courtesy of the US <http://www.defendamerica.mil/articles/feb2005/a021105wm2.html> (Defend America). Interestingly, supplying a state-of-the-art communications network to coordinate mass murder was part of the plan in Indonesia as well (Pilger, *The New Rulers of the World*, p 30); it is doubtless common practice. Finally, we know that by 30 January of this year, the Police Commandos had six functioning brigades and in early April the *Al-Nimr* (Tiger) Brigade took over from the *Al-Dhib* (Wolf) Brigade in Mosul <http://www.globalsecurity.org/wmd/library/news/iraq/2005/04/imm-050405-unami.htm> (UNAMI). Interestingly, one of the Police Commandos' first Brigade commanders was a Shiite, apparently called Rashid al-Halafi, but Maas noted that 'he was regarded warily by other Shiites because he held senior intelligence posts under Saddam Hussein'.

### Untangling the Web

Clearly, the Wolf Brigade, though commonly treated in media reports as an autonomous entity, is actually one component of the Interior Ministry's Special Police Commandos. Abu Walid, identified occasionally as Brig. Gen. Mohammed Qureishi, is the brigade commander, under overall command of Adnan Thabit. Another figure linked with both the Wolf Brigade and Police Commandos is Major General Rashid Flayyih, variously identified as commander of the brigade or the whole formation. If he can be identified with the brigade commander Rashid al-Halafi identified by Maas, it can be surmised that he has either been promoted or is another incarnation of Abu Walid.

Incredibly, I have not been able to find a single report written since accusations started to be made about the Wolf Brigade's involvement in the Baghdad killings that makes their identification with the Police Commandos clear, with journalists content to loosely refer to the unit as police commandos, as though there might be all sorts of police commando units. Though this might at first seem pedantic, the lack of clarity becomes even more incredible in the case of the 10 bricklayers suffocated in the back of a police van on 10 July [http://www.signonsandiego.com/uniontrib/20050714/news\\_1n14suffocat.html](http://www.signonsandiego.com/uniontrib/20050714/news_1n14suffocat.html) (San Diego Union Tribune). To my knowledge, this remains the only case in which members of the security forces have been securely identified, with a survivor who had feigned death able to provide first-hand testimony. The unit responsible was the Wolf Brigade, but this information must be deduced from a reference in one article to the victims being taken to a police station at al Nisour <http://www.realcities.com/mld/kwashington/12108072.htm> (Knight Ridder) and Beaumont's mention that the Wolf Brigade is accused of running an interrogation centre as its Nissor Square headquarters <http://observer.guardian.co.uk/international/story/0,6903,1520136,00.html> (*op. cit.*). It seems that a nebulous Wolf Brigade linked to Badr, full of vengeful Shiite militiamen serves as a useful foil for allegations of 'state terrorism', but that when the accusations are sufficiently well-grounded, it is easier to keep it out of the spotlight for fear that a pattern of gross and systematic violations of human rights might start to emerge. The significance of this lies far beyond merely being able to expose sloppy journalistic practices, but actually reveals key characteristics of both the US imperial war machine and of the nature of their current occupation of Iraq.

With the finger of responsibility increasingly and inevitably pointing at well-organised counterinsurgency units operating from the Interior Ministry, one line of defence remains before intellectual authorship must be placed at the hands of the occupying powers. Since the election of 30 January and the transfer of office from the interim government of Ayad Allawi to the transitional one of Ibrahim Jafari in May, the mainstream media has unanimously chorused that power has fallen into the hands of Iraq's Shia majority. Most specifically, it is repeatedly claimed

that the Interior Ministry and its security forces have come under the control of SCIRI and even that the Badr Brigades now wield considerable power within the ministry, with the new Interior Minister, Bayan Jabor, described as a former Badr member. The manifestation of this control lies in the policy of de-Baathification, a process that was halted under the interim government of Ayad Allawi, but that was considered fundamental by the incoming government. The policy was actively opposed by the US administration, which feared that experienced personnel (for which, read Washington's favourites) might be lost, especially within the security forces and intelligence apparatus

<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A61487-2005Apr17.html> (Washington Post).

According to Firas al-Nakib, a legal advisor at the Interior Ministry and a Sunni, 160 senior members of the Interior Ministry staff were rapidly dismissed and many police commanders were replaced with Shiites loyal to the Shiite bloc that won the elections

<http://www.realcities.com/mld/krwashington/11846777.htm> (Knight Ridder). Yet, after speaking with Jabor, General Flayyih was reported to be reassured, with the former Badr member not only promising to support the Police Commandos

<http://www.kurd.org/newsletters/20050513014722.html#10> (Financial Times), but calling for their rapid and more extensive deployment

<http://www.informationclearinghouse.info/article8725.htm> (Los Angeles Times). Flayyih's continuing tenure is particularly noteworthy, as, though a Shiite himself, Flayyih was in charge of the suppression of the Shia uprising in Nasiriya following the first Gulf War, and is, as such, a frontrunner in any serious Shia-led policy of de-Baathification. Like Flayyih, Adnan Thabit has retained a senior position, commanding all of the Interior Ministry's special

<http://www.mnf-iraq.com/Transcripts/050914b.htm> (Multi-National Force - Iraq).

The issue of de-Baathification was recently addressed by Jabor, who explained that the discharge of personnel was handled by a general inspector and that recruitment was not influenced by sect

[http://www.almendhar.com/english\\_6827/news.aspx](http://www.almendhar.com/english_6827/news.aspx) (Al Mendhar). Backing up his statements, he pointed out that many senior security posts within the ministry were held by Sunnis, including that of deputy minister for intelligence affairs (also leader of the Interior Ministry's spy service), currently held by General Hussain Kamal.

In fact, the entire intelligence establishment is a creation of the Anglo-American secret <http://www.epic-usa.org/Default.aspx?tabid=1834> (Los Angeles Times), which began building at least as early as the beginning of the occupation

[http://www.freep.com/news/nw/iraq9e\\_20050509.htm](http://www.freep.com/news/nw/iraq9e_20050509.htm) (Detroit Free Press), although it may be suspected that the process was conceived long before. The new Iraqi establishment was staffed by long-term CIA assets, such as General Mohammad Shahwani, who had been nurtured by the CIA since the late 1980s

[http://www.atimes.com/atimes/Middle\\_East/FD27Ak03.html](http://www.atimes.com/atimes/Middle_East/FD27Ak03.html) (Asia Times Online) and became director of the new National Intelligence Service (the *Mukhabarat*). Like Thabit and Flayyih, other old CIA hands, Shahwani had participated in attempted coups against the government of Iraq. Further agents (presumably existing intelligence assets for the most part) were recruited from Iraq's main political groups, consisting of SCIRI, the Dawa Party, the two main Kurdish parties, the Iraqi National Congress and the Iraqi National Accord. These agents became the Collection, Management and Analysis Directorate (CMAD), whose principal job was to 'turn raw intelligence into targets that could be used in operations'

[http://www.freep.com/news/nw/iraq9e\\_20050509.htm](http://www.freep.com/news/nw/iraq9e_20050509.htm) (Detroit Free Press, *op. cit.*). Initially, 'operations' were carried out by a paramilitary unit composed of militia from the five main parties, who, under the supervision of US commanders, worked with US special forces to track down 'insurgents'

<http://www.washingtonpost.com/ac2/wp-dyn?pagename=article&contentId=A54518-2003Dec10&notFound=true> (Washington Post). As the new Iraqi state apparatus developed, CMAD was split between the ministries of Defence and Interior, with an 'elite corps' creamed off to form the National Intelligence Service

[http://www.freep.com/news/nw/iraq9e\\_20050509.htm](http://www.freep.com/news/nw/iraq9e_20050509.htm) (Detroit Free Press, *op. cit.*). To oversee all three bodies, the National Intelligence Coordination Committee was established, headed, as National Security Advisor (appointed in April 2004), by Mowaffak Rubaie. This 'leading Shiite moderate' had been a spokesman for the Dawa Party in the 1980s when it was a serious



terrorist organisation targeting Iraq, before moving on to help coordinate the Iraqi opposition from London

[http://www.atimes.com/atimes/Middle\\_East/FD27Ak03.html](http://www.atimes.com/atimes/Middle_East/FD27Ak03.html) (Asia Times Online, *op. cit.*). In London he worked with the Khoei Foundation, a pro-US charitable organisation that has distributed money for the CIA and is linked with the National Endowment for Democracy through Prime minister Jaafari's advisor Laith Kuba, another long-term CIA asset

<http://www.villagevoice.com/news/0315.fahim.43217.1.html> (Village Voice).

These new intelligence agencies supply the data for the Interior Ministry to make arrests. A graphic and harrowing account of such arrests on 27 June 2004 was provided by UPI's P. Mitchell Prothero, in what he describes as the 'welcome arrival of frontier-style law enforcement'. Prothero described how local residents 'seemed shocked' as their doors were broken in and 'men were dragged from their homes dishevelled and screaming' by members of a SWAT team in central Baghdad. The raid had been planned for months by General Kamal's intelligence agency within the Interior Ministry and the names of more than 100 detainees were checked against prepared lists

<http://washingtontimes.com/upi-breaking/20040627-030029-2813r.htm> (Washington Times).

Prothero witnessed many of those detainees 'worked over' with metal batons and lengths of hose in the backs of vans, but the most serious abuse came later, within the Interior Ministry compound. On 29 June members of the Oregon National Guard swept into the grounds of the Interior Ministry and disarmed plain-clothed Iraqi policemen whom they had observed beating bound and blindfolded prisoners

[http://www.ccmep.org/2004\\_articles/iraq/080704\\_francis.htm](http://www.ccmep.org/2004_articles/iraq/080704_francis.htm) (Oregonian). The US soldiers began to administer first aid to the prisoners, who had also been starved of food and water for three days; many were clearly in a very serious condition. Steven Casteel was called to help deal with the situation

[http://www.boston.com/news/world/articles/2004/07/04/iraqis\\_to\\_give\\_security\\_forces\\_a\\_freer\\_hand?mode=PF](http://www.boston.com/news/world/articles/2004/07/04/iraqis_to_give_security_forces_a_freer_hand?mode=PF) (Boston Globe). After hours of negotiations, the soldiers unwillingly withdrew, leaving the victims in the hands of their torturers. Perhaps their ultimate fate will never be known, but as Casteel commented, 'There's always a pendulum between freedom and security'.

Like Thabit and Flayyih, Shahwani has retained his position under the transitional government and continues to report directly to the CIA

[http://seattletimes.nwsourc.com/html/nationworld/2002268292\\_intel09.html](http://seattletimes.nwsourc.com/html/nationworld/2002268292_intel09.html) (Seattle Times).

Clearly, however, the purpose of stating or implying that unaccountable militias are behind the extrajudicial executions and/or that sectarian rivalries, especially Shia control of the Interior Ministry (which, as Beaumont correctly points out, is the centre of the horror), are to blame, is to distance the US from the almost unthinkable ongoing crimes against humanity. Comparable disinformation strategies have been employed in every counterinsurgency conflict with which the US has been involved; it is known as establishing 'plausible deniability'. For example, in Colombia, where the US has been deeply involved for decades, paramilitary death squads are invariably described in the media as a third force in the armed conflict, despite the fact that their victims are typically civilian opponents of the government, their members are drawn directly from serving members of the armed forces and they are only able to operate with the active complicity of the army

<http://www.hrw.org/reports/2001/colombia/1.htm> (Human Rights Watch: The "Sixth Division"). In reality, they function as part of a shadow state, which exists to implement policies that must remain unaccountable.

More specifically, in the case of Iraq, this disinformation strategy not only seems to be designed to mask the real intellectual authors of genocidal crimes, but also, increasingly, appears to be directed towards creating the very sectarian divisions that it hides behind.

### **Towards Balkanisation**

In every country where US-backed counter insurgency operations have taken place with their attendant massacres and death squads, the conflict has existed as one dimension in a strategy of neo-colonisation. In Indonesia the communists were exterminated as part of the corporate takeover of the economy, setting the stage for the globalisation of Asia (Pilger, *op. cit.* p 15-44); in Colombia today, brutal death-squad massacres and the assassination of popular

leaders exist to safeguard and extend the investments of foreign multinationals in oil and mining as well as as part of an ongoing process of privatisation.

In this respect, Iraq is no different. Over and above the desire to control Iraq's massive oil reserves, the country is being subjected to enforced neo-liberal shock therapy, with wages slashed and the extensive state sector rapidly offered up for sale. Corresponding with this, is a catastrophic level of unemployment and the abandonment of service provision for the majority of the population, in short a return to typical Third World conditions

(<http://www.antiwar.com/orig/shumway.php?articleid=3005> (The New Standard). Such a process of economic devastation is not only unpopular, it is intolerable and there can be no doubt that most people in Iraq will oppose cuts and sell-offs and demand a restoration of employment and services. This is not a sectarian issue. To the extent to which opposition becomes effective, the leaders and activists of the movement are likely to become military targets for the state death squads, whatever guise they take.

It is hard to know exactly who the victims of the present wave of assassinations are. Certainly they have included some trade union leaders

[http://www.iraqitradeunions.org/archives/cat\\_hadi.html](http://www.iraqitradeunions.org/archives/cat_hadi.html) (Iraqi Federation of Workers' Trade Unions), while in the period up to March 2004 more than 1000 leading professionals and intellectuals had already been killed and thousands more had fled the country

<http://english.aljazeera.net/NR/exeres/FBE0836E-F273-4A36-8347-66BE05F39475.htm> (Al Jazeera). Many of these people would have been members of the Baath party and their murders are very likely to be part of the policy of de-Baathification, which, insofar as it exists, has not targeted CIA collaborators, but will undoubtedly have included those seen as potential opponents of the new state. In passing, it is worth noting that while thousands of former teachers have been sacked, thousands more are being recruited from outside Iraq

[http://www.almendhar.com/english\\_7055/news.aspx](http://www.almendhar.com/english_7055/news.aspx) (Al Mendhar), presumably because they are either cheaper to employ (denied by the Iraqi government) or because they are more malleable to the new educational regime, which works closely with the World Bank and provides lucrative contracts to the Washington-based Creative Associates Inc

<http://www.educationnews.org/iraq-minister-of-education-leadi.htm> (Education News). Iraq's 30,000 new teachers have received just five days' training and must teach religion and a history that portrays Iraq's occupiers as saviours, rather than the former 'anti-Western propaganda' that might have served Iraqis better. Other victims of the death squads may be communists, the commentator Juan Cole noting that the Communist Party is so alarmed by the course of events that it is considering going underground; though he does not spell out the events that would force the party into hiding, they are not difficult to surmise

<http://www.juancole.com/2005/08/another-constitution-cliffhanger.html> (Juan Cole).

A further possibility, however, in addition to defeating a popularly backed resistance, is that the monstrous intelligence nexus created by the US in Iraq is orchestrating a strategy of ethnic cleansing as part of an effort to partition a country that might otherwise remain a regional pretender. Most of the military assaults have resulted in substantial civilian displacement (eg <http://washingtontimes.com/upi/20050628-050604-3863r.htm> (Washington Times), but, more worryingly, reports of families uprooting as the result of perceived sectarian violence are starting to become common. For example, in July, Mariam Fam of the Associated Press reported dozens of Shiites abandoned their homes in a poor farming community on the edge of Baghdad after receiving threats from Sunni militants that appeared in the form of typewritten flyers scattered on streets and doorsteps; prior to the Anglo-American invasion these people had shared their poverty, labour, food and intermarried with their Sunni neighbours

[http://www.nctimes.com/articles/2005/07/17/news/nation/17\\_27\\_357\\_16\\_05.txt](http://www.nctimes.com/articles/2005/07/17/news/nation/17_27_357_16_05.txt) (North Country Times). Similarly, Hala Jaber writing for the *Sunday Times* describes how Sunni families have fled Baghdad's majority-Shiite Iskan neighbourhood after the killings of 22 young Sunni men, taken away by men in police uniform who arrived in vehicles bearing police markings

<http://www.timesonline.co.uk/article/0,,2089-1817412,00.html> (Times Online). A similar situation is described in Baghdad's Ghalaliya district, where a spate of seemingly motiveless murders accelerated sharply over the summer, leaving more than 30 people, Sunnis and Shiites, dead

[http://216.239.59.104/search?q=cache:DGf11qzzD5oJ:https://www422.sslldomain.com/uniraq/documents/News\\_Clipplings%2012%20Sep%202005.doc+Hassan+Lami+was+herding+some+shep&hl=en](http://216.239.59.104/search?q=cache:DGf11qzzD5oJ:https://www422.sslldomain.com/uniraq/documents/News_Clipplings%2012%20Sep%202005.doc+Hassan+Lami+was+herding+some+shep&hl=en) (Los Angeles Times). The report claims that minority families there and elsewhere are selling their homes and moving to areas where they are in the majority. A similar picture is

starting to emerge from other parts of the country. Jaber notes that thousands of Shiites have fled the predominantly Sunni towns of Ramadi, Falluja and Latafiya, while, according to Juan Cole, Sunnis are leaving Iraq's deep south and Arabs, presumably of both denominations, are being forced from the Kurdish district of Kirkuk

<http://www.juancole.com/2005/09/tal-afar-stormed-threat-of-ethnic.html> (Juan Cole).

While many in the mainstream media and Iraq's puppet government have argued that insurgents linked to Abu Musab Zarqawi and al-Qaida are behind much of the violence, deliberately hoping to inflame sectarian divisions and incite a civil war (eg.

<http://www.commondreams.org/headlines05/0523-02.htm> (News Day), it is interesting to note how closely their dangerous schemes correspond with the avowed aims of one of the most powerful figures in present-day Iraq. Mowaffak Rubaie, the US-installed national security advisor, promotes a vision that he calls 'democratic regionalism', by which Iraq would be dismembered into a loose federal system of four to six distinct provinces, with at least two Shiite provinces to the south and Baghdad as a separate district as well as the seat of federal government, nominally responsible for national defence

<http://www.msnbc.msn.com/id/6453400/site/newsweek/> (Newsweek). Coincidentally, such a plan is well catered for by Iraq's new constitution

[http://www.npr.org/news/specials/iraq\\_constitution/#issue2](http://www.npr.org/news/specials/iraq_constitution/#issue2) (NPR), but would amount to the disintegration of the Iraqi state. A *de facto* civil war would undoubtedly advance this process.

The parallels with the break up of Yugoslavia are obvious. Ed Joseph of the highly establishment Woodrow Wilson International Centre for Scholars notes that 'the likelihood of civil war increases if, after attacks targeting a community, other members of the minority population flee', in turn persecuting minorities in the area to which they fled

[http://216.239.59.104/search?q=cache:DGf11qzD5oJ:https://www422.sslldomain.com/uniraq/documents/News\\_Clipplings%2012%20Sep%202005.doc+Hassan+Lami+was+herding+some+sheep&hl=en](http://216.239.59.104/search?q=cache:DGf11qzD5oJ:https://www422.sslldomain.com/uniraq/documents/News_Clipplings%2012%20Sep%202005.doc+Hassan+Lami+was+herding+some+sheep&hl=en) (Los Angeles Times, *op. cit.*). However, where he sees the situation in Iraq as comparable to Bosnia, in many ways the pattern is closer to that of Kosovo, where widespread ethnic cleansing against Serbs took place under the noses of NATO observers after the withdrawal of Yugoslav forces

<http://www.wsws.org/articles/1999/jun1999/koso-j29.shtml> (World Socialist Website).

In view of mounting evidence of Anglo-American involvement in the bombing campaigns targeting Iraqi civilians, notably the brief arrest of two British SAS men found with a car packed with explosives

<http://globalresearch.ca/index.php?context=viewArticle&code=BOW20050923&articleId=990> (William Bowles), it is worth speculating a little on the implementation of their wider strategy. Discounting Al-Qaida and Zarqawi in Iraq as fabrications designed for easy media consumption

<http://globalresearch.ca/index.php?context=viewArticle&code=AKL20050930&articleId=1024>

(Centre for Research on Globalisation), we are left with a situation in which someone is targeting Shias, mainly through the planting of bombs around mosques and at religious ceremonies, and someone is targeting Sunnis, mainly through extrajudicial executions carried out by parties that look a lot like the police but have become linked with the Shiite Badr Brigade in the popular imagination. It is impossible that the Iraqi resistance could account for this pandemic of fratricidal violence, whatever Adnan Thabit might say about insurgents in police uniforms. It is equally impossible that SCIRI and the Badr Brigade could account for much of it in a milieu dominated by CIA assets and US military forces. What is possible is that both sides of the apparent sectarian violence are run as part of a huge CIA-lead intelligence operation designed to split Iraq at the seams. I tentatively suggest that the intelligence apparatus at the Interior Ministry is contriving attacks on Sunnis and that British and US special forces in conjunction with the intelligence apparatus at the Iraqi Defence Ministry are fabricating insurgent bombings of Shias. Overseeing the entire operation is the 'cream' of CMAD under the direction of top-level US intelligence asset Mowaffak Rubaie, a man already experienced at participating in bombing campaigns, undoubtedly working hand in glove with the CIA and the National Security Council in the US.

### **False Flags, Semiotics and Vulgar Marxists**

The French theorist Jean Baudrillard famously once stated that the first Gulf War did not take place. By this he did not mean that nothing happened, but that its presentation in the media

consisted of an overwhelming barrage of the *signs* of War, which bore essentially no relationship to the annihilation of a Third World army by the most advanced military power in history. In short it was a simulation of war. This was perhaps the most extreme example of what Baudrillard referred to as the 'ecstasy of communication', that in our Information Age, concepts spin at such a rate that their outlines become lost and their original meanings are replaced with empty alternatives.

Fifteen years later, the same charges can be levelled against the recent Iraq 'War' and the country's subsequent occupation. Most importantly, I believe that a process akin to that Baudrillard highlighted is being actively employed to simulate a civil war in Iraq. False-flag intelligence operations are aimed at sowing seeds of a sectarian strife that was largely non-existent prior to the invasion. Thus, even many Sunni Iraqis are coming to believe that the well-organised death squads run from the CIA-controlled intelligence hub are actually the Badr Brigade they often claim to be; and thus British SAS men in Arab disguise plant bombs at Shia religious festivals to be blamed on fanatical Wahabi Sunni 'insurgents'.

Whether such tactics succeed in provoking further, autonomous acts of violence directed against the civilian population is much less significant than the impact they are able to exert within the media. This Anglo-American intelligence operation acts as a factory churning out the *signs* of Civil War: a 'wave of tit-for-tat sectarian violence' and the consequent ethnic cleansing. The signs are produced to be picked up by the media and spun and spun until nothing is left but a nebulous Civil War with no internal logic or structure, with the occupying forces as powerless to intervene as they were in the Balkans while Iraq splits into Rubia's desired four to six autonomous provinces. Those few journalists, like Yasser Salihee and Steven Vincent, who break the mould and start to investigate the actual authorship of extrajudicial killings themselves become victims.

When one former CIA operative candidly claimed that 'Intelligence services are the heart and soul of a new country'

<http://www.washingtonpost.com/ac2/wp-dyn?pagename=article&contentId=A54518-2003Dec10&notFound=true> (Washington Post)), they were inadvertently expressing a position that Noam Chomsky might call 'vulgar Marxist'. What they were actually confessing is that the essence of a state is the organisation of violence as the ultimate coercive measure and that the intelligence apparatus functions as its brain. Little wonder then that the US is so closely involved with intelligence services the world over, or that both *coup d'états* and savage repressions of sectors of the population deemed opposed to US interests have emanated from the offices of these same services.

To penetrate the media smokescreen of spontaneous, uncontrollable violence and understand the role of intelligence operations in the creation of a beholden, occupied client state or series of statelets is fundamental to understanding the processes in Iraq today. It is also fundamental to recognising that the presence of Anglo-American forces in Iraq does not merely exacerbate the present violence; in Iraq we are the violence.

Max Fuller is the author of *For Iraq, the Salvador Option Become Reality* published by the Centre for Research on Globalisation. He can be contacted at [Max.Fuller@talktalk.net](mailto:Max.Fuller@talktalk.net). His website is <http://www.thecatsdream.com/blog>

November 10, 2005

<http://www.globalresearch.ca/>GlobalResearch.ca>

## Vidéo sur l'emploi du phosphore blanc à Fallujah

[http://www.rainews24.rai.it/ran24/inchiesta/default\\_02112005.asp](http://www.rainews24.rai.it/ran24/inchiesta/default_02112005.asp)

## 2 - L'horreur israélienne

### Pourquoi un boycott économique d'Israël est-il justifié ?

Par **Norman G. Finkelstein**

La récente proposition d'un boycott des produits israéliens par la Norvège a provoqué un débat passionné.

A mon avis, une étude rationnelle de cette question poserait deux questions :

- 1) les violations israéliennes des droits de l'homme justifient-elles un boycott économique ? et
  - 2) un tel boycott peut-il apporter une contribution significative pour mettre fin à ces violations ?
- J'arguerais du fait que la réponse à ces deux questions devrait être affirmative.

Bien qu'il ait fait l'objet de nombreux rapports d'organisations des droits de l'homme, le véritable rapport sur le respect des droits de l'homme par Israël dans les Territoires Palestiniens Occupés n'est généralement pas bien connu à l'étranger.

C'est principalement dû à l'industrie formidable des relations publiques des défenseurs d'Israël ainsi qu'à l'efficacité de leur stratégie d'intimidation, comme en collant l'étiquette d'Anti-Sémite à toute critique de la politique israélienne.

Cependant, c'est un fait incontestable qu'Israël a commis un large éventail de violations des droits de l'homme, dont beaucoup s'élevant au niveau de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Elles comprennent :

#### • Meurtres illégaux :

Considérant que les attaques-suicides palestiniennes visant des civils israéliens ont attiré énormément l'attention des médias, le registre quantitativement bien pire d'assassinats de non-combattants par Israël est bien moins connu.

Selon les chiffres les plus récents du Centre israélien de l'Information pour les Droits de l'Homme dans les Territoires Occupés (**B'Tselem**), 3.386 Palestiniens ont été tués depuis septembre 2000, dont 1.008 ont été reconnus comme étant des combattants, en comparaison aux 992 Israéliens tués, dont 309 étaient des combattants.

Cela signifie qu'ont été tués trois fois plus de Palestiniens que d'Israéliens et jusqu'à trois fois plus de civils palestiniens que de civils israéliens.

Les défenseurs d'Israël maintiennent qu'il y a une différence entre viser des civils et les tuer par inadvertance.

B'Tselem conteste cela : "*Quand autant de civils ont été tués et blessés, le manque d'intention ne fait aucune différence. Israël reste responsable.*"

En outre, **Amnesty International** rapporte que "beaucoup" de Palestiniens n'ont pas été tués accidentellement mais "visés délibérément", tandis que le journaliste du New York Times récompensé par un Award, **Chris Hedges** indique que les soldats israéliens "*attirent les enfants comme des souris dans un piège et les assassinent pour le sport.*"

#### • Torture

"*Depuis 1967,*" rapporte Amnesty, "*les services de sécurité israéliens ont habituellement torturé des suspects politiques palestiniens dans les Territoires Occupés.*"

B'Tselem a constaté que 85% des Palestiniens interrogés par les services de sécurité israéliens ont été soumis à "des méthodes de torture", tandis qu'il y a déjà une décennie Human Rights Watch estimait que le nombre de "Palestiniens torturés ou gravement maltraités" représentait "*des dizaines de milliers - un nombre qui devient particulièrement significatif quand on se souvient que l'univers des Palestiniens mâles adultes et adolescents en Cisjordanie et à Gaza est inférieur à trois quarts d'un million (750.000).*"

En 1987, Israël est devenu "le seul pays au monde à avoir réellement légalisé la torture" (Amnesty).

Bien que la Cour Suprême israélienne ait semblé interdire la torture dans une décision en 1999, le Comité public Contre la Torture en Israël a rapporté en 2003 que les forces de sécurité israéliennes continuaient à appliquer la torture d'une manière "méthodique et habituelle".

Une étude de B'Tselem de 2001 a documenté que les Forces de Sécurité israélienne appliquaient souvent une "torture grave" sur les mineurs palestiniens.

#### • Démolitions de maisons

"Israël a mis en application une politique de démolition massive de maisons palestiniennes dans les Territoires Occupés", rapporte B'Tselem, et depuis septembre 2000, "**il a détruit environ 4.170 maisons palestiniennes.**"

Jusqu'à récemment, Israël recourait habituellement aux démolitions de maisons comme forme de punition collective.

Selon **Middle East Watch**, indépendamment d'Israël, le seul l'autre pays au monde qui a utilisé une punition aussi draconienne était l'Irak sous Saddam Hussein.

De plus, Israël a démoli des milliers de maisons "illégalles" que les Palestiniens ont construit en raison du refus d'Israël de leur fournir des permis de construire.

Le motif derrière la destruction de ces maisons, selon **Amnesty**, est de maximiser le secteur disponible pour les colons juifs : "*Des Palestiniens sont pris pour cible sans autre raison qu'ils sont Palestiniens.*"

En conclusion, Israël a détruit des centaines de maisons sur des prétextes de sécurité, pourtant un rapport de **Human Rights Watch** sur Gaza a constaté que "*la composition de la destruction... suggère fortement que les forces israéliennes ont démoli des maisons en bloc, sans se soucier si elles constituaient une menace spécifique.*"

Amnesty a constaté lui aussi que "*la destruction considérable par Israël des maisons et des propriétés dans l'ensemble de la Cisjordanie et à Gaza... n'est pas justifiée par une nécessité militaire,*" et que "*certains de ces actes de destruction équivalent à des infractions graves de la Quatrième Convention de Genève et sont des crimes de guerre.*"

Indépendamment de l'importance de ses violations des droits de l'homme, le caractère exceptionnel de la politique israélienne mérite une remarque. "*Israël a créé dans les territoires occupés un régime de séparation basé sur la discrimination, en appliquant deux systèmes de loi séparés dans la même région et en basant les droits des individus sur leur nationalité.*"

B'Tselem conclut : "*Ce régime est le seul du genre au monde, et est réminiscent des régimes regrettables du passé, tel que le régime d'Apartheid en Afrique du Sud.*"

Si le choix de l'Afrique du Sud pour un boycott économique international était défendable, il semblerait également défendable de choisir l'occupation israélienne, qui ressemble uniquement au régime d'Apartheid.

Bien qu'un boycott économique puisse être justifié pour des raisons morales, la question demeure : est-ce que la diplomatie pourrait être utilisée plus efficacement. Pourtant, la documentation écrite à cet égard, n'est pas encourageante.

Les termes de base pour résoudre le conflit Israélo-Palestinien sont incorporés dans la résolution 242 des Nations Unies et les résolutions suivantes des Nations Unies qui demandent un retrait total des Israéliens de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza et la création d'un Etat palestinien dans ces secteurs en échange de la reconnaissance du droit à Israël de vivre en paix et en sécurité avec ses voisins.

Tous les ans, la majorité écrasante des Etats membres des Nations Unies votent en faveur de ce règlement pour deux Etats, et tous les ans, Israël et les Etats-Unis (et quelques uns les îles du Pacifique Sud) s'y opposent.

De même, en mars 2002 les vingt-deux Etats membres de la Ligue Arabe ont proposé cet accord de Deux-Etats ainsi que "des relations normales avec Israël." Israël a ignoré la proposition.

Non seulement Israël a obstinément rejeté cet accord pour deux Etats, mais la politique qu'il poursuit actuellement fera avorter toute possibilité d'un Etat palestinien viable.

Tandis que l'attention du monde était rivée sur le redéploiement d'Israël de Gaza, **Sara Roy** de l'Université de Harvard observait que "le plan de désengagement de Gaza est, au fond, un instrument pour l'annexion continue par Israël de la terre de Cisjordanie et l'intégration

physique de cette terre à Israël."

En particulier, Israël a construit un mur profondément à l'intérieur de la Cisjordanie qui annexera les ressources en eau et la terre la plus productive ainsi que Jérusalem-Est, le centre de la vie palestinienne. Il divisera également la Cisjordanie en deux.

Bien qu'Israël ait au début affirmé qu'il construisait le mur pour combattre le terrorisme, le consensus parmi les organisations des droits de l'homme est que c'est réellement une saisie de terre pour annexer les colonies Juives illégales à Israël.

Récemment, le Ministre de la Justice d'Israël a franchement reconnu que le mur servira "de future frontière de l'Etat d'Israël."

La politique actuelle du gouvernement israélien mènera à un bain de sang sans fin ou au démembrement de la Palestine.

*"Il est pratiquement impossible de concevoir un Etat palestinien sans sa capitale à Jérusalem,"* concluait récemment le respecté Crisis Group, et en conséquence la politique israélienne en Cisjordanie *"est en guerre avec aucune solution pour deux-Etats viables et n'apportera pas la sécurité à Israël; en fait, elle la sapera, en affaiblissant les pragmatiques palestiniens... et en semant les graines d'une radicalisation croissante."*

Rappelant la Charte des Nations Unies qu'il est inadmissible d'acquérir un territoire par la guerre, la Cour Internationale de Justice a déclaré dans un avis consultatif de 2004 que les colonies israéliennes dans les Territoires Palestiniens Occupés et le Mur construit pour les annexer à Israël étaient illégaux en vertu du droit international.

Elle a invité Israël à cesser la construction du mur, à démanteler les parties déjà achevées et à réparer les dommages aux Palestiniens. De façon cruciale, elle a également souligné les responsabilités légales de la communauté internationale:

Tous les Etats sont dans l'obligation de ne pas reconnaître la situation illicite découlant de la construction du mur dans les Territoires Palestiniens Occupés, y compris à l'intérieur et à l'extérieur de Jérusalem-Est.

Ils ont également l'obligation de ne pas prêter aide ou assistance au maintien de la situation créée par cette construction.

C'est également à tous les Etats, dans le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international, de mettre fin à tout obstacle, résultant de la construction du mur, empêchant les Palestiniens d'exercer leur droit à l'autodétermination.

Une résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies soutenant l'avis de la Cour Internationale a été votée de façon écrasante. Cependant, le gouvernement israélien a ignoré l'avis de la cour, en continuant rapidement la construction, alors que la Cour Suprême israélienne jugeait le Mur légal.

En raison de la stratégie obstructionniste des Etats-Unis, les Nations Unies n'ont pas pu affronter efficacement les pratiques illégales d'Israël.

En effet, bien qu'il soit vrai que les Nations Unies maintienne Israël à un double niveau, c'est exactement l'inverse de l'une des allégations des défenseurs d'Israël : Israël occupe non pas un niveau plus élevé mais plus bas que les autres Etats membres.

Une étude de **Marc Weller** de l'Université de Cambridge comparant Israël et les Territoires Palestiniens Occupés aux situations comparables en Bosnie Herzégovine, au Kosovo, au Timor Oriental, au Koweït et à l'Irak occupés, et au Rwanda, a constaté **qu'Israël a joui "d'une immunité virtuelle" des mesures de mises en vigueur telles qu'un embargo sur les armes et des sanctions économique adoptés par les Nations Unies contre des Etats membres condamnés pour des violations identiques du droit international.**

Dû en partie à une campagne agressive accusant l'Europe de "nouvel anti-Sémitisme", l'Union Européenne a également échoué dans son obligation légale à imposer le droit international dans les Territoires Palestiniens Occupés.

Bien que l'affirmation du "nouvel anti-Sémitisme" n'ait en fait aucune base (toutes les preuves soulignent une baisse de l'anti-Sémitisme en Europe), l'Union Européenne a réagi en apaisant Israël.

Elle a même supprimé la publication de l'un de ses propres rapports, parce que les auteurs -- comme le Crisis Group et beaucoup d'autres -- ont conclu qu'en raison de la politique israélienne "les perspectives d'une solution à deux-Etats avec Jérusalem-Est comme capitale de la Palestine reculent."

Le fardeau moral pour éviter la catastrophe imminente doit maintenant être soutenu par des Etats différends qui sont prêts à respecter leurs engagements en vertu du droit international et par des hommes et des femmes de conscience.

Dans une initiative courageuse, Human Rights Watch basée aux Etats-Unis, a récemment invité le gouvernement américain à réduire de manière significative son aide financière à Israël jusqu'à ce que Israël mette fin à sa politique illégale en Cisjordanie.

Un boycott économique semblerait être une entreprise également judicieuse. Une stratégie non-violente dont le but est d'arriver à un règlement juste et durable du conflit entre Israël-la Palestine ne peut pas légitimement s'appeler de l'anti-sémitisme.

En effet, les véritables ennemis des Juifs sont ceux qui rabaissent la mémoire de la souffrance des Juifs en comparant l'opposition de principe à la politique illégale et immorale d'Israël avec de l'anti-Sémitisme.

*Aftenposten*, (Oslo) 14 janvier 2006.

Source : <http://www.normanfinkelstein.com/>

Traduction : MG pour ISM

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=4137&type=analyse&lesujet=Boycott>

## 3 - Le pays des faux-juifs

LA JÉRUSALEM JUIVE ANTIQUE EST INTROUVABLE !  
Ils recommencent à creuser sous la mosquée Al Aqsa

### **Al-Quds en danger : résistance acharnée des familles palestiniennes**

**Issa Sharbati**

Tu es choqué par ce que tu vois quand tu pénètres dans l'appartement de Sakina Zerba, 50 ans, situé au troisième étage d'un immeuble dans la vieille ville d'al-Quds [= nom arabe de Jérusalem]. Les murs sont lézardés, ébranlés, du fait des travaux de fouilles et des tunnels construits par les Israéliens, qui ne menacent pas seulement sa maison. L'état de l'appartement de Sakina ne diffère pas trop de celui de l'appartement de Khawla, au deuxième étage, ou celui d'Umm Muhammad au premier. Les traces sont les mêmes, sur les murs et les plafonds des appartements, qui ne sont éloignés que de quelques mètres de la mosquée al-Aqsa. Dans l'appartement de Sakina, tous les membres de la famille dorment dans une seule pièce, après l'imminence de l'effondrement de l'autre chambre à coucher, à tout moment. Une pièce complètement tailladée, dans tous les coins et tous les côtés, des trous dans le sol qui suscitent la peur, lorsqu'on s'imagine qu'on peut y tomber. Dans la pièce, des vêtements éparpillés, des meubles dont personne n'ose s'approcher pour ranger. Le maximum que les membres de la famille peuvent atteindre reste la porte.

#### **Sakina : Nous ne passons pas par la porte**

"C'est notre situation depuis un moment, nous dormons tous dans la même pièce, sur le sol, et nous n'osons pas entrer dans l'autre, ou la ranger." Elle ne peut cacher son



exaspération de voir la maison dans cet état, mais elle ajoute, jetant un regard sur les fentes dans les coins et les murs : "Je souhaiterais avoir des peuples appropriés, mais avec cette situation, avec l'humidité et ces destructions permanentes, cela ne sert à rien". Les destructions dont parle Sakina ne sont pas dues à des failles dans l'architecture de l'immeuble, qui date de plusieurs décennies, ou à des dégâts occasionnés par les membres de la famille, ou même par les dégâts occasionnés par les éléments naturels.

Non, ces fentes, ces lézardes dans les murs et les plafonds ont été créés par les creusements et les tunnels faits par les Juifs qui ont pris le rez-de-chaussée. Sakina et les autres membres de la famille entendent les bruits des coups toutes les nuits, à peine mettent-ils leur tête sur l'oreiller. Sakina dit : "La nuit, lorsque le calme revient, et que nous nous apprêtons à dormir, nous entendons alors les coups sur les murs, au bas de l'immeuble, et au matin, nous apercevons les tracteurs venant transporter des sacs remplis de gravats". A quelques mètres de la rue où se situe l'immeuble, se trouve l'entrée menant au mur al-Buraq, appelé par les Juifs "mur des lamentations" où des organisations juives mènent des fouilles à l'intérieur d'une boutique expropriée il y a quelques années.

A l'entrée de la boutique, une grille en fer, et une pancarte en hébreu : "zone de fouilles, interdiction d'entrée". A gauche, une autre pancarte, en hébreu, spécifie le nom de l'association sioniste qui réclame le soutien en faveur de "Jérusalem historique". Sous la pancarte, une caisse pour recueillir les dons. "Ils creusent un tunnel, plusieurs pièces ont été découvertes, ainsi qu'un puits d'une dizaine de mètres de profondeur" dit Muhammad Masouda, 18 ans, qui travaille dans la boutique située en face. Il ajoute : "Je suis entré moi-même, un jour où le responsable juif était occupé ailleurs, et je discute parfois avec les ouvriers, arabes. J'ai compris qu'ils ont mis à jour six pièces, certaines à une profondeur de dix mètres." Dans la vieille ville d'al-Quds, dont la superficie ne dépasse pas le kilomètre carré, et où vivent plus de 32.000 Jérusalemites, et 4000 Juifs, de nombreux vestiges témoignent de toutes les civilisations passées sur la ville. Les tunnels dans la vieille ville ne manquent pas, comme les nombreux canaux d'eau datant de l'époque romaine, mais les groupes sionistes, soutenus par le gouvernement, creusent et creusent pour mettre à jour les preuves de la présence juive. Concernant l'immeuble où vit Sakina, celle-ci dit : "Nous craignons de nous adresser aux responsables israéliens, ils vont probablement nous dire qu'il est dangereux de rester dans l'appartement, que le plafond peut tomber sur nous à tout moment, et qu'il a besoin de rénovation et de travaux." Elle ajoute : "Ce n'est pas un problème, nous craignons qu'ils ne nous éloignent sous prétexte des réparations, puis ils le livrent aux colons et aux groupes juifs".

A plusieurs reprises, des groupes de colons sont venus jusqu'à l'immeuble et l'indiquaient, avec la main, disant : il est à nous. Le directeur des Awqaf musulmans d'al-Quds, l'ingénieur Adnane al-Hussayni, explique de son côté que les "fouilles israéliennes dans la vieille ville, et notamment aux alentours de la mosquée al-Aqsa, ont commencé dès l'occupation de la ville en 1967". Il a indiqué que les Awqaf ont maintes fois protesté et essayé de mettre un terme à ces tentatives israéliennes d'entrer dans la mosquée al-Aqsa, à partir de ces tunnels, surtout en 1983. A cette date, le tunnel qui menait à la mosquée a été fermé. Dans son bureau qui n'est éloigné que de quelques mètres de l'immeuble de Zerba, Adnane al-Hussayni indique le tracé du tunnel sur une carte, entourant la mosquée al-Aqsa. Il ajoute, à propos de la maison Zerba, avoir alerté les responsables : "nous suivons et observons de près tous ces mouvements. Le problème est que les fouilles entreprises sont couvertes par les institutions israéliennes officielles, bien que menées par les groupes juifs extrémistes. Malgré toutes leurs fouilles, ils n'ont pu découvrir aucune trace juive réelle dans al-Quds". Al-Hussayni a indiqué le danger représenté par ces fouilles qui mettent en danger les fondations de la mosquée al-Aqsa, car elles se déroulent dans les couches inférieures profondes. "Ils creusent et creusent, ils fouillent, et lorsqu'ils sont face à la réalité, ils creusent en dessous, afin de rechercher ce qui confirme leur théorie. Ainsi, ils maquillent les vérités, essaient de falsifier l'histoire en supprimant les vestiges musulmans ou en les altérant, comme cela s'est réellement passé du côté ouest et sud de la mosquée al-Aqsa, près de la place d'al-Buraq." Ibrahim, technicien et spécialiste de l'archéologie musulmane de la ville d'al-Quds, affirme : le changement le plus caractéristique a été entrepris dans la partie sud, soit près du mur d'al-Buraq.

Israël a construit un marché couvert, afin de masquer ce qu'ils entreprennent par en-dessous. Il sera difficile de voir. De plus, l'infrastructure pour la construction du temple

est déjà prête. La base du projet consiste à ouvrir le tunnel à partir de la porte al-Khalil, jusqu'à la source Silwan, les touristes et les Juifs surtout pourraient alors entrer par le tunnel qui arrive jusqu'au mur d'al-Buraq, et ensuite, vers le bas de la mosquée al-Aqsa, pour ressortir par la source Silwan." Silwan se trouve dans la partie située au sud de la mosquée al-Aqsa, et à l'entrée, une grande pancarte en hébreu qui annonce "la ville de David vous souhaite la bienvenue" masque l'écriteau arabe portant le nom de Silwan. Des parties juives considèrent que cette partie de la ville est un lieu sacré, ce qui expliquerait les efforts menés par les organisations sionistes pour s'en accaparer et la relier au quartier juif de la ville. Ce qui se passe au bas de l'immeuble de Sakina Zerba, ou sous la mosquée al-Aqsa ou au-dessus du bourg de Silwan, c'est la même chose : modifier les traits de la ville arabo-musulmane d'al-Quds, pour falsifier l'histoire. Mais il reste encore beaucoup de Palestiniens, comme Sakina, qui s'accrochent aux pierres, même au risque de les voir tomber sur leurs têtes.

12 décembre 2005 [www.amin.org](http://www.amin.org) (site en langue arabe)  
Traduit par le Centre d'Information sur la Résistance en Palestine  
[http://www.palestine-info.cc/french/article\\_6710.shtml](http://www.palestine-info.cc/french/article_6710.shtml)

## A LA RECHERCHE DE CES FOUTUES TRIBUS PERDUES

### LES LEMBA

C'est un film, annoncé sur le site de la télévision "Planète":

Les historiens ont longtemps cherché à retrouver les tribus perdues d'Israël. Des explorateurs prétendent avoir découvert des preuves de leur existence dans le monde entier. Mais jusqu'à présent, aucune de ces affirmations n'a pu être vérifiée. Aujourd'hui, une nouvelle hypothèse nous amène jusqu'en Afrique du Sud, chez le peuple Lemba. Les ancêtres des Lemba prétendent avoir fait, il y a des siècles, le voyage de Jérusalem jusqu'au lieu où ils vivent actuellement. Josh Bernstein tente de percer le mystère et découvre que des études ADN récentes montrent que ce peuple est originaire du Moyen-Orient

[http://www.planete.tm.fr/programmes/fiche.html?PROG\\_ID=136958](http://www.planete.tm.fr/programmes/fiche.html?PROG_ID=136958)

*Quels foutus baratineurs, quand même. L'ADN, on lui fait dire toutes les conneries qu'on veut. Qui va vérifier ?*

*Ce qui est pathétique c'est ce voir ce tissu d'âneries reproduit sans commentaire par un site de l'amancipation noire, Africamaat, qui est donc disposé à entériner ce blabla avec l'avantage d'attribuer à certains groupes noirs... une origine juive. Cette aberration a longtemps été le privilège de la dynastie éthiopienne, qui revendiquait, dans une fantaisie complète, une origine salomonienne. Le mythe était ancien. Celui d'aujourd'hui est fabriqué par des spécialistes du mensonge historique et avalé tout cru par nos camarades afrivains. Consternant.*

[http://www.africamaat.com/article.php3?id\\_article=527](http://www.africamaat.com/article.php3?id_article=527)

## PROGRÈS RAPIDES DE LA COHNERIE

Le chromosome Y des mâles kohen a été scientifiquement mis en évidence et il contient une marque particulière l'identifiant. Quatre vingt pour cent des kohanim réunis sur l'esplanade du Mur pour leur prière rituelle et testés présentent le même marquage du chromosome Y! Mais cette particularité a été trouvée aussi chez les Lemba (50 000 à 70 000 personnes), notamment dans la tribu Buba au nord du parc Kruger, en Afrique du Sud, à la frontière avec le Zimbabwe. Leur taux de marquage est de 54%, contre 9% pour la moyenne de la population mâle juive. On sait que les Lemba revendiquent leur judéité depuis un certain temps sans succès auprès des autorités rabbiniques. Un programme de dépistage de la "marque kohen" est entrepris aujourd'hui dans toutes les tribus du tiers monde revendiquant une judéité. Ce travail est

entrepris par l'hôpital Rambam de Haïfa avec la coopération du **Centre de génétique anthropologique de l'université de Londres** et l'université de Tucson.

<http://www.nuitdorient.com/n415.htm>

*Plus con, tu meurs. Parole !*

## 4 - Le ROW

### Au nom du diable, de l'enfer et des États-unis d'Amérique

**Les Églises évangéliques et le jeu des États-Unis dans le monde arabe**

**Charles Saint-Prot**

Depuis quelques années, l'extrémisme religieux, c'est-à-dire l'instrumentalisation de la religion à des fins politiques, est devenu l'un des éléments essentiels de la géopolitique au Proche-Orient. Alors que certains milieux et médias ne cessent d'accuser l'islam de tous les maux, les commentateurs restent discrets sur la responsabilité des Églises protestantes qui contribuent à radicaliser le conflit.

On sait l'importance prise par l'Église évangélique dite « revivaliste » aux États-Unis où elle influence considérablement la politique de l'administration Bush. Il est également connu que les membres de cette Église sont les plus fervents soutiens d'Israël et refusent toute concession territoriale aux Palestiniens. Les évangéliques, qui s'inscrivent dans la mouvance des Chrétiens sionistes -un groupe fondamentaliste protestant, né à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, prétendant que l'institution d'un État israélien est l'accomplissement de la prophétie biblique [1], ne font pas que soutenir Israël moralement, leur argent sert à aider des juifs de Russie ou d'Ukraine à immigrer en Israël. Selon le rabbin Yechiel Eckstein qui dirige une des principales agences de collecte de fonds pour Israël auprès des évangéliques états-uniens, son association a recueilli, en l'espace de sept ans, plus de 100 millions de dollars états-uniens [2].

En octobre 2003, une réunion a eu lieu à l'hôtel du roi David de Jérusalem entre extrémistes sionistes et évangéliques, en présence de Richard Perle -alors président du Conseil pour la politique de défense du Pentagone et conseiller influent de George Bush II- et de ministres du gouvernement Sharon pour célébrer « l'avènement de la Jérusalem Céleste qui suivra l'anéantissement de l'islam » [3]. Il est également connu que le courant évangélique, qui regrouperait plus de 70 millions de citoyens des États-Unis et s'appuierait sur plusieurs centaines de milliers de « pasteurs-propagandistes » appointés, s'exporte largement de l'Amérique latine (Evangelical Union of South America, notamment au Brésil où l'Église aurait plus de 30 millions d'adeptes [4]), au Japon, en Afrique (par exemple, le rôle des évangéliques, proches du président Gbagbo, dans les événements en Côte d'Ivoire), en Europe et même en Inde (Indian Missions Association -IMA) ou en Chine...

Ce qui est moins connu, c'est le rôle des évangéliques dans la politique états-unienne dans le monde arabe. Il est notoire que la Maison-Blanche, le Congrès et la CIA suivent et gèrent avec un grand intérêt l'expansion des Églises évangéliques. La haine professée par elles contre l'islam, mais aussi leur mépris à l'égard des Arabes chrétiens, en font un instrument privilégié de la politique états-unienne visant à briser le monde arabe pour mieux organiser un « grand Moyen-Orient » tout entier soumis à l'influence de Washington et de ses alliés israéliens.

Dans le monde arabe, l'action des Églises évangéliques se présente sous un triple

aspect :

— La propagande anti-musulmane qui dispose de moyens considérables et vise à accuser les musulmans de tous les maux de la terre. C'est ainsi que les évangéliques sont les premiers à organiser, en liaison avec les néoconservateurs états-uniens dont on connaît les engagements pro-israéliens, des campagnes visant à assimiler l'islam au terrorisme, donc à « l'Axe du Mal ». L'un de leurs objectifs favoris est l'Arabie saoudite contre laquelle ils poursuivent une propagande inlassable tout en encourageant certaines confréries de façon à semer la division religieuse au sein du royaume.

— L'instrumentalisation des communautés chrétiennes arabes est en action au Liban, en Palestine, en Syrie, en Irak.

Au Liban, chaque été des missionnaires évangéliques parcourent le pays, selon un itinéraire préparé en liaison avec l'ambassade des États-Unis. Des groupes de jeunes organisent des concerts, des festivals, des rencontres sur les plages avant d'en venir à des réunions plus précises visant à convaincre les jeunes chrétiens, notamment les maronites, d'adhérer à l'Église évangélique en leur faisant miroiter la prise en charge de leurs études, des visas pour les États-Unis et toutes sortes d'autres avantages. Ces activités s'accompagnent d'un fort prosélytisme anti-musulman qui n'est pas pour rien dans la montée en puissance du confessionnalisme que l'on peut déplorer au pays du Cèdre [5]. Les évangéliques déploient les mêmes méthodes en Syrie, mais d'une manière beaucoup plus discrète en raison de la vigilance des pouvoirs publics. En Irak les missionnaires des sectes évangéliques sont arrivés dans les fourgons de l'armée états-unienne et ont désormais pignon sur rue. À coup de dollars, ils s'emploient à rallier les chrétiens d'Irak et à les détourner de leur christianisme traditionnel, oriental et arabe, pour les conduire à créer des communautés séparées.

Les arguments sont toujours les mêmes, il s'agit d'inviter les chrétiens arabes à quitter leur religion traditionnelle en échange d'un emploi, d'allocations pour leurs enfants, d'une promesse de visa. Outre le Vatican, les Églises traditionnelles irakiennes ne cessent de dénoncer le danger des évangéliques états-uniens dont certains ont déjà été exécutés par la Résistance. Selon le curé du village chrétien de Ain-kawa, près de Mossoul, « Lors de cérémonies religieuses, nous expliquons aux fidèles que ces missionnaires sont en réalité des agents américains qui cherchent à soudoyer les Irakiens avec leur argent. Des étrangers qui veulent anéantir notre histoire et créer des conflits confessionnels en Irak. Nous répétons aux fidèles qu'il faut interdire à ces gens l'accès à leurs résidences et aux lieux de rassemblement de leurs enfants ». Les Irakiens chrétiens affirment que ces évangéliques « ne risquent pas seulement de causer la dispersion des fidèles, mais de créer un climat de conflit confessionnel qui n'existait pas auparavant en Irak. Ces étrangers visent à perturber nos bonnes relations avec les musulmans et un climat d'entente millénaire » [6]. C'est exactement le même processus que l'on constate en Palestine occupée où des efforts considérables sont déployés par les évangéliques pour rallier des fidèles et les inciter ensuite à quitter le pays.

— Enfin, l'effort de conversion des musulmans constitue l'aspect le plus spectaculaire de l'activité des évangéliques. La stratégie états-unienne d'évangélisation ciblant les peuples musulmans s'appuie sur des acteurs organisés en réseau, mais aussi sur l'élaboration d'un message évangélique adapté au message coranique. Cette évangélisation vise en particulier certaines communautés musulmanes dont les origines ethniques pourraient être utilisées pour des projets sécessionnistes et anti-arabes : c'est le cas avec les minorités kurdes d'Irak et de Syrie, mais aussi avec les Kabyles et les Berbères au Maghreb.

Selon le quotidien algérien *Al Watan* [7], l'évangélisation en Kabylie est « le résultat d'un prosélytisme organisé et financé par une stratégie d'évangélisation des peuples musulmans. En Algérie, les évangéliques investissent le terrain de l'humanitaire et choisissent leurs cibles parmi les personnes les plus démunies ; des personnes se convertissant au christianisme contre une somme d'argent (2000 dinars, l'équivalent de 20 euros), des promesses de soins médicaux ou de visas pour l'étranger : les chancelleries européennes accordent plus facilement des visas d'entrée à l'espace Schengen à tout demandeur algérien qui se proclame comme chrétien « persécuté ». Plus de 74 % des personnes allant à la messe le font essentiellement pour profiter des aides financières des missionnaires » [8]. L'une des actions récentes de l'Église protestante à Constantine a visé des lycéens, « elle leur a proposé un soutien scolaire gratuit. En plus des cours proposés, les élèves ont reçu des CD, des livres et d'autres documents de propagande évangélique ; ce même scénario rôdé s'est répété à Tiaret et dans d'autres villes » [9]. Selon nos informations, les « diplomates » de l'ambassade des États-Unis

en Algérie multiplient les visites dans les territoires kabyles et favorisent le prosélytisme évangélique.

Au Maroc, une multitude d'organisations évangéliques, surtout états-uniennes, opère plus ou moins secrètement dans les régions désertées ainsi que dans les grandes villes. Une organisation comme Arab World Ministries, société missionnaire évangélique internationale, a pour objet officiel « l'annonce de la Bonne Nouvelle d'un Sauveur aux musulmans du monde arabe ». Les agents clandestins de cette Église dont le nombre a plus que triplé depuis 2002, seraient plus de 800. Ils se présentent sous diverses couvertures : médecins, infirmiers, militants humanitaires, enseignants, ingénieurs ou encore entrepreneurs [10]. En janvier 2005, à l'occasion de la visite au Maroc du télé-évangéliste Josh McDowell, représentant le mouvement Crusade for Christ International (7 000 volontaires dans le monde), Le *Journal-hebdo* écrivait « Le Maroc assailli par les néo-protestants US » [11].

L'action des évangéliques états-uniens est relayée par de nombreuses radios et télévisions bénéficiant du soutien des États-Unis, notamment du Congrès et de la CIA : Radio El Mahabba émettant en continu sur le canal audio du satellite Eutelsat Hotbird 3, la chaîne CNA-Channel North Africa, Arabvision, Life-TV, Miracle Channel etc, sans compter la chaîne de propagande états-unienne en arabe Al Hurra. La propagande évangélique est également insérée dans des projets de programmes de développement d'Internet, tel le programme de développement de l'usage d'Internet (GIPI, Global Internet Policy Initiative) engagé par le Département d'État états-unien, dans le cadre de l'Initiative de Partenariat du Moyen-Orient (MEPI), qui touche déjà l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, l'Égypte, la Syrie, le Liban, la Jordanie, l'Irak, l'Arabie saoudite, Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar, les Émirats arabes unis, le Yémen et la Palestine.

Bien entendu, cette action de prétendue évangélisation encouragée, financée et protégée par le gouvernement de Washington, n'est animée d'aucun sentiment religieux sincère. Son but est de créer des foyers de discorde au sein des pays arabes afin de les déstabiliser et de les affaiblir. Elle a pour effet d'attiser artificiellement le choc des civilisations et s'inscrit dans le projet développé depuis le 11 septembre de diaboliser l'islam. Elle s'inscrit tout simplement dans le cadre de la politique des États Unis visant à remodeler le « Grand Moyen-Orient » et à y étendre l'hégémonie états-unienne.

## Notes

[1] Donald Wagner in *Daily Star* (Beyrouth), 8 octobre 2003.

[2] Sources Radio-Canada, émission « Zone libre » du 23 janvier 2004: « Les chrétiens sionistes ».

[3] Voir notre article « Sommet historique pour sceller l'Alliance des guerriers de Dieu, *Voltaire*, 17 octobre 2003.

[4] cf. *Le Monde*, 7 mai 2005 : « L'Église brésilienne face à la montée des évangélistes ».

[5] Témoignages recueillis au Liban.

[6] Cf. *Hebdomadaire Magazine*, Beyrouth.

[7] *Al Watan*, 26 et 27 juillet 2004.

[8] Alger (AP), 15 mai 2004.

[9] Quotidien algérien le *Jeune Indépendant*, 16 août 2004.

[10] Quotidien marocain *Le Matin*, 17 mars 2005.

[11] *Magazine marocain Le Journal-hebdo*, 8 janvier 2005

In Réseau Voltaire 14 novembre 2005. 17 Novembre 2005

[http://www.aloufok.net/article.php3?id\\_article=2636](http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=2636)

## LES TRAFIQUANTS JUIFS DANS LA TRAITE DES NOIRS

### Le rôle central des juifs

par le rabbin Marc Lee Raphael

"Jews also took an active part in the Dutch colonial slave trade; indeed, the bylaws of the Recife and Mauricia congregations (1648) included an *imposta* (Jewish tax) of five *soldos* for each Negro slave a Brazilian Jew purchased from the West Indies Company. Slave auctions

were postponed if they fell on a Jewish holiday. In Curacao in the seventeenth century, as well as in the British colonies of Barbados and Jamaica in the eighteenth century, Jewish merchants played a major role in the slave trade. In fact, in all the American colonies, whether French (Martinique), British, or Dutch, Jewish merchants frequently dominated.

"This was no less true on the North American mainland, where during the eighteenth century Jews participated in the 'triangular trade' that brought slaves from Africa to the West Indies and there exchanged them for molasses, which in turn was taken to New England and converted into rum for sale in Africa. Isaac Da Costa of Charleston in the 1750's, David Franks of Philadelphia in the 1760's, and Aaron Lopez of Newport in the late 1760's and early 1770's dominated Jewish slave trading on the American continent."

Dr. Raphael discusses the central role of the Jews in the New World commerce and the African slave trade (pp. 23-25):

### **SEVENTEENTH AND EIGHTEENTH CENTURIES JEWISH INTERISLAND TRADE: CURACAO, 1656**

During the sixteenth century, exiled from their Spanish homeland and hard-pressed to escape the clutches of the Inquisition, Spanish and Portuguese Jews fled to the Netherlands; the Dutch enthusiastically welcomed these talented, skilled businessmen. While thriving in Amsterdam—where they became the hub of a unique urban Jewish universe and attained status that anticipated Jewish emancipation in the West by over a century—they began in the 1500's and 1600's to establish themselves in the Dutch and English colonies in the New World. These included Curacao, Surinam, Recife, and New Amsterdam (Dutch) as well as Barbados, Jamaica, Newport, and Savannah (English). In these European outposts the Jews, with their years of mercantile experience and networks of friends and family providing market reports of great use, played a significant role in the merchant capitalism, commercial revolution, and territorial expansion that developed the New World and established the colonial economies. The Jewish-Caribbean nexus provided Jews with the opportunity to claim **a disproportionate influence in seventeenth and eighteenth century New World commerce**, and enabled West Indian Jewry—far outnumbering its coreligionists further north—to enjoy a centrality which North American Jewry would not achieve for a long time to come.

Groups of Jews began to arrive in Surinam in the middle of the seven-teenth century, after the Portuguese regained control of northern Brazil. By 1694, twenty-seven years after the British had surrendered Surinam to the Dutch, there were about 100 Jewish families and fifty single Jews there, or about 570 persons. They possessed more than forty estates and 9,000 slaves, contributed 25,905 pounds of sugar as a gift for the building of a hospital, and carried on an active trade with Newport and other colonial ports. By 1730, Jews owned 115 plantations and were a large part of a sugar export business which sent out 21,680,000 pounds of sugar to European and New World markets in 1730 alone.

**Slave trading was a major feature of Jewish economic life in Surinam which as a major stopping-off point in the triangular trade. Both North American and Caribbean Jews played a key role in this commerce:** records of a slave sale in 1707 reveal that the ten largest Jewish purchasers (10,400 guilders) spent more than 25 percent of the total funds (38,605 guilders) exchanged.

Jewish economic life in the Dutch West Indies, as in the North American colonies, consisted primarily of mercantile communities, with large inequities in the distribution of wealth. Most Jews were shopkeepers, middlemen, or petty merchants who received encouragement and support from Dutch authorities. In Curacao, for example, Jewish communal life began after the Portuguese victory in 1654. In 1656 the community founded a congregation, and in the early 1670's brought its first rabbi to the island. Curacao, with its large natural harbor, was the stepping-stone to the other Caribbean islands and thus ideally suited geographically for commerce. The Jews were the recipients of favorable charters containing generous economic privileges granted by the Dutch West Indies Company in Amsterdam. The economic life of the Jewish community of Curacao revolved around ownership of sugar plantations and marketing of sugar, the importing of manufactured goods, and **a heavy involvement in the slave trade**, within a decade of their arrival, Jews owned 80 percent of the Curacao plantations. The strength of the Jewish trade lay in connections in Western Europe as well as ownership of the ships

used in commerce. While Jews carried on an active trade with French and English colonies in the Caribbean, their principal market was the Spanish Main (today Venezuela and Colombia).

Extant tax lists give us a glimpse of their dominance. Of the eighteen wealthiest Jews in the 1702 and 1707 tax lists, nine either owned a ship or had at least a share in a vessel. By 1721 a letter to the Amsterdam Jewish community claimed that "nearly all the navigation...was in the hands of the Jews." Yet another indication of the economic success of Curacao's Jews is the fact that in 1707 the island's 377 residents were assessed by the Governor and his Council a total of 4,002 pesos; 104 Jews, or 27.6 percent of the taxpayers, contributed 1,380 pesos, or 34.5 percent of the entire amount assessed.

In the British West Indies, two 1680 tax lists survive, both from Barbados; they, too, provide useful information about Jewish economic life. In Bridgetown itself, out of a total of 404 households, 54 households or 300 persons were Jewish, 240 of them living in "ye Towne of S. Michael ye Bridge Town." Contrary to most impressions, "many, indeed, most of them, were very poor." There were only a few planters, and most Jews were not naturalized or endenized (and thus could not import goods or pursue debtors in court). But for merchants holding letters of endenization, opportunities were not lacking. Barbados sugar and its by-products rum and molasses were in great demand, and in addition to playing a role in its export, Jewish merchants were active in the import trade. Forty-five Jewish households were taxed in Barbados in 1680, and more than half of them contributed only 11.7 percent of the total sum raised. While the richest five gave almost half the Jewish total, they were but 11.1 percent of the taxable population. The tax list of 1679-80 shows a similar picture; of fifty-one householders, nineteen (37.2 percent) gave less than one-tenth of the total, while the four richest merchants gave almost one-third of the total.

An interesting record of interisland trade involving a Jewish merchant and the islands of Barbados and Curacao comes from correspondence of 1656. It reminds us that sometimes the commercial trips were not well planned and that Jewish captains who frequently acted as commercial agents as well would decide where to sell their cargo, at what price, and what goods to bring back on the return trip.

End of excerpt. **Rabbi Marc Lee Raphael** is the Nathan and Sophia Gumenick Professor of Judaic Studies, Professor of Religion, and Chair, Department of Religion, The College of William and Mary, and a Visiting Fellow of Wolfson College, Oxford University. He has been the editor of the quarterly journal, *American Jewish History*, for 19 years. The passages are taken from Dr. Raphael's book *Jews and Judaism in the United States a Documentary History* (New York: Behrman House, Inc., Pub, 1983), pp. 14, 23-25.

[www.blacksandjews.com](http://www.blacksandjews.com)

IL TAPE SUR NOS COPAINS

## Le premier coup de crosse de Benoît XVI vise les franciscains d'Assise et leurs forums politiques

Henri Tintincq

Au moyen-âge, Assise était la « colline de l'enfer », où l'on exécutait des condamnés à mort, que François d'Assise (1181- 1226) venait reconforter. Aujourd'hui, avec ses marchands du temple, la ville est devenue le quatrième lieu de pèlerinage chrétien, après Rome, Jérusalem et Saint-Jacques-de-Compostelle. Le tremblement de terre de 1997 y avait été interprété comme un signe du ciel, un rappel à la vocation de dépouillement et à la discipline des moines d'un ordre franciscain réputé très indépendant.

Signe précurseur. Par un décret (*motu proprio*) rendu public le 19 novembre, le pape Benoît XVI vient de retirer aux franciscains les privilèges dont ils disposaient à Assise depuis une décision officielle de Paul VI datant de trente-cinq ans. Ils sont placés sous tutelle : celle de l'évêque de la ville et du cardinal Camillo Ruini, président de la conférence épiscopale italienne. C'est le premier coup de crosse du nouveau pape, qui a surpris l'ordre, puissant en Italie et en

Terre sainte, et qui rappelle, toutes proportions gardées, la remise au pas de la Compagnie de Jésus par Jean Paul II à son arrivée au pouvoir. Il est reproché aux franciscains de n'en faire qu'à leur tête et à **Assise d'être devenue le repère des pacifistes, écologistes et autres altermondialistes**. Dans cette région d'Ombrie qui va à l'église mais vote rouge, Assise est fréquentée par des ténors politiques - hier Yasser Arafat ou Tarek Aziz, ministre des affaires étrangères de Saddam Hussein - ou des acteurs de la gauche italienne, comme le cinéaste Roberto Benigni. Chaque année, à Pâques, les franciscains y organisent, avec des personnalités politiques, une procession boycottée par la droite.

### Risques de syncrétisme

Le nom d'Assise est surtout célèbre grâce à Jean Paul II, qui en avait fait le symbole du dialogue entre les religions du monde. Le 26 octobre 1986, il avait rassemblé des centaines de dignitaires de toutes confessions, les invitant à prier, chacun dans son rite, pour la paix. Il avait renouvelé l'expérience, en 1991, pendant la guerre des Balkans et, en janvier 2002, pour exorciser les fantômes du 11-Septembre. La célèbre communauté de Sant'Egidio a puisé dans cet « esprit d'Assise » l'essentiel de ses convictions pour la paix.

Mais ce n'est un secret pour personne que le cardinal Joseph Ratzinger, ex-préfet de la doctrine, n'appréciait que modérément ces prières communes d'Assise, à cause des risques de syncrétisme. Pour les catholiques traditionalistes, elles étaient devenues un « carnaval » insupportable.

La première expérience de 1986 avait donné lieu à des manifestations que le futur Benoît XVI avait publiquement désavouées : des animistes africains avaient sacrifié des poulets sur l'autel de l'église Sainte-Claire, où reposent les reliques de la fondatrice des soeurs clarisses. Venus d'Amérique, des indiens s'étaient aussi livrés, dans le même lieu, à des danses rituelles !

« Ratzinger n'a jamais pardonné à la communauté franciscaine les excès des journées de prières d'Assise », écrit dans *La Stampa* du 21 novembre l'écrivain Vittorio Messori, qui était un proche de Jean Paul II. Ajoutant : « L'Eglise a la mémoire longue », mais dénonçant la manipulation par les moines du mythe de François d'Assise : « Ils en ont fait une sorte d'idiot du village qui parlait aux loups et aux oiseaux. En fait, ce n'était pas un pacifiste. C'était le fils de l'Eglise des croisades ! »

Les franciscains d'Assise devront désormais en référer aux autorités de l'Eglise avant d'organiser colloques et autres rencontres interreligieuses qui ont fait leur réputation. Leurs célébrations devront se conformer aux normes liturgiques. « Les moines étaient devenus une enclave autonome. Je découvrais ce qu'ils faisaient en lisant les journaux », confie Mgr Sergio Goretti, évêque de la ville, à *La Repubblica*.

Réjoui aussi, Maurizio Ronconi, parlementaire de droite, pour qui la décision du pape était inévitable : « Depuis des années, les franciscains sont instrumentalisés par la gauche. » Mais Livia Turco, ancien ministre, militante démocrate de gauche (DS), regrette le diktat romain : « Les franciscains vont avoir les mains liées et ne pourront plus être un pont entre l'Eglise et la société. »

*Le Monde*, 24 novembre 2005.

*L'histoire de la récupération et de la neutralisation de François par l'Eglise instituée est très longue. Elle a commencé dès avant sa mort ainsi qu'en témoignent les fresques du parfait opportuniste Giotto sur les parois du sanctuaire supérieur de la basilique à Assise.*

<http://www.sanfrancescoassisi.org/index.php?dir=arte&subdir=ciclostoriesf&lang=ita&url=index.php>

UN FATIGUANT CRÉTIN

## Finkelkraut nous pompe l'air et l'espace

**Ginette Hess Skandrani**

Cela m'étonnerait fort si Finkelkraut acceptait de débattre avec Dieudonné, comme ce dernier le lui propose. À mon avis, ce Monsieur n'est pas assez courageux, malgré toutes ses lamentations conjuguées sur tous les tons et sur toutes les antennes.



Pourtant ce débat pourrait certainement faire avancer beaucoup de nos réflexions : sur nos critiques du colonialisme, de la négrophobie, du racisme, du sionisme, et nous permettrait de réfléchir sur le véritable antisémitisme.

Un des plus gros problème de notre société est bien que nul ne peut actuellement entamer une discussion, répondre sereinement à des insultes ou contester des accusations erronées sans se faire traiter d'antisémite.

Nous sommes arrivés sans nous en rendre compte à l'ère " du spectacle de la société " et un spectacle tout cuit, apporté par ceux qui se sont baptisés : penseurs, philosophes, chercheurs et donneurs de leçons... sans avoir vécu dans la société, ni compris les enjeux de ce siècle qui nous amène tant de catastrophes, car nous n'avons pas appris à vivre ensemble avec toutes nos différences et en respectant cette terre qui ne nous appartient pas.

Nous manquons terriblement de débats, d'échanges, de contradictions, de liberté de parole. Je ne suis pas pour interdire Finkelkraut, ni aucun de ses amis de parole, même si je pense que ce sont des radoteurs.

J'ai toujours été une acharnée de la défense de liberté d'expression - c'est ce que Les Verts m'ont souvent reproché - et ce n'est pas maintenant que je vais changer.

Je demande que nous puissions répondre à ce personnage haineux, ainsi qu'à tous ceux qui nous insultent, et qu'ils acceptent la contradiction, sans traiter d'antisémites tous ceux et celles qui soutiennent la juste cause de la libération de la Palestine et le respect légitime du droit des autochtones sur cette terre.

La société française est plurielle, le débat mérite aussi de l'être et concerne toute la société. Il ne doit surtout pas être réservé à des spécialistes ou qui se désignent pour tels. Et puis, une véritable citoyenneté se gagne par le combat de tous les jours, elle ne se décrète pas.

Nous ne devons pas laisser le débat à nos " hommes politiques " qui passent leur temps à s'opposer sur des enjeux de pouvoir, alors que le feu dont ils sont à l'origine est déjà dans la maison France et risque de brûler tous les enfants (y compris les leurs).

Ginette Hess Skandrani

*Nous ne tiendrons pas chronique des aventures de ce navrant crétin sioniste, la presse le fait très bien.*

B A BOMBE

### **Une biographie de Peres, réalisée par l'historien Michaël Bar-Zohar, à paraître bientôt - L'État hébreu aurait extorqué l'aide nucléaire française contre sa participation à Suez en 1956**

Israël a arraché l'aide nucléaire de la France en conditionnant celle-ci à sa participation à l'offensive franco-britannique de Suez (Égypte) en 1956, selon une biographie à paraître de Shimon Peres réalisée par l'historien israélien **Michaël Bar-Zohar**. Selon cet ouvrage, dont le quotidien Yediot Aharonot a publié hier des extraits, le 24 octobre 1956, une heure avant de signer un protocole d'accord secret sur la (technique habituelle : voir Camp David) participation d'Israël à « la guerre de Suez », M. Peres a pris de court ses interlocuteurs français. « Israël prend un énorme risque et s'expose aux menaces de tout le monde arabe (...). La France peut lui permettre de disposer de moyens dissuasifs », a dit M. Peres, qui était alors directeur général du ministère de la Défense.

Cinq jours plus tard, le chef du gouvernement français, le socialiste Maurice Bourgès-Maunoury, donnait son accord pour un premier protocole d'accord prévoyant également la fourniture d'uranium à Israël.

À la suite des pressions internationales, l'équipée de Suez s'est achevée sur un désastre politique pour la Grande-Bretagne et la France, tandis qu'Israël a ensuite dû se retirer du Sinaï égyptien occupé en quelques jours.

Le 12 décembre 1956, la France s'est ensuite engagée formellement à fournir à Israël un réacteur nucléaire de 140 mgW et à lui livrer à partir de 1960 quelque 385 tonnes d'uranium naturel « à des fins civiles », raconte encore M. Bar-Zohar. Cette centrale a été érigée à Dimona, en plein désert du Néguev (Sud) sur le modèle de celle de Saclay, dans la banlieue parisienne, sans que les États-Unis en fussent informés. Outre cette centrale, Israël dispose d'un réacteur nucléaire de recherches à Nahal Sorek, au sud de Tel-Aviv.

Un second accord, également conclu par M. Peres le 23 août 1957, a ensuite stipulé une coopération des deux pays pour la recherche et le développement d'armes nucléaires. M. Peres devait en outre signer à Paris le 30 septembre un troisième accord sur la coopération entre les agences nucléaires des deux pays, notamment en vue de la construction en Israël d'une centrifugeuse pour la séparation des isotopes du plutonium.

Son gouvernement devant être renversé au Parlement le 30 septembre au soir, M. Bourgès-Maunoury avait accepté d'antidater de 24 heures l'accord en question, raconte encore le professeur Bar-Zohar.

L'État hébreu n'a jamais reconnu disposer d'un arsenal nucléaire, mais des experts étrangers affirment qu'il s'est doté au fil des ans d'au moins 200 ogives nucléaires. Israël continue de refuser de signer le Traité de non-prolifération nucléaire et de soumettre sa centrale de

Dimona à un contrôle international.

*Rions un peu : ça fait vingt ans que les prétendus experts déclarent qu'Israël a dû confectionner 200 armes nucléaires. S'ils ne sont pas totalement abrutis, ils doivent supposer que depuis 20 ans, les installations ont continué à tourner, comme elles le font encore aujourd'hui dans le monde entier : on ne ferme jamais les installations qui fabriquent les bombes atomiques. On change seulement le modèle. Donc, on doit être entre 500 et 1000 armes nucléaires en Israël. Le chiffre de 200 est encore une dénégation.*

*Par ailleurs, toute l'histoire de la façon dont les Israéliens ont reçu et ont aussi extorqué les secrets de fabrication de la bombe, donné par les Français à la demande instantane de Guy Mollet, a déjà été racontée par Pierre Péan, dans Les Deux bombes — Comment la France a "donné" la bombe à Israël et à l'Irak, paru chez Fayard en 1982.*

*Ce Bar Zohar a déjà publié, vers 1966, des études sur Suez et Ben Gourion. Il a soutenu une thèse à Sciences Po en 1974 sur Les relations France-Israël, 1949-1961. Tout ça est donc du réchauffé. Il n'y a que la presse, écrite par des ignorantins, à s'ébahir. Ce qui est effrayant c'est la totale irresponsabilité de ces imbéciles de socialistes français.*

*L'Orient-Le Jour, Beyrouth, 24 décembre 2005.*

<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=302244>

LES ABYMES DE LA BÊTISE N'ONT PAS ENCORE ÉTÉ SONDÉS

## L'extrême-gauche, Israël et les juifs

Entretien (extraits) avec l'historien **Philippe Oriol**

**Philippe Oriol** est historien et enseignant à Paris III. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur le mouvement ouvrier, ainsi que d'une **biographie de Bernard Lazare, publiée récemment chez Stock**

*LA PAIX MAINTENANT : Vous connaissez l'extrême-gauche comme historien, mais aussi par votre compagnonnage avec cette mouvance. Concernant le sujet de notre entretien, pourriez-vous nous en dire plus, à partir de votre expérience ?*

**PHILIPPE ORIOL** : J'ai longtemps travaillé sur cette question, car elle m'a toujours préoccupé : essayer de comprendre pourquoi l'extrême-gauche en général, le mouvement ouvrier - "les forces révolutionnaires"-, avaient pu flirter aussi étroitement avec les antisémites, et avaient même passé des alliances avec des gens comme Drumont par exemple lors de l'affaire Dreyfus. C'était une chose que je voulais comprendre. Dans le cas particulier des anarchistes, il est intéressant de voir qu'eux justement, après avoir proféré des paroles terribles, ont finalement rectifié le tir et changé un peu leur façon d'appréhender les juifs, le judaïsme et même la judéité. Cela dit, on trouve le cas tout à fait problématique d'anarchistes juifs qui étaient eux mêmes antisémites, le cas le plus caractéristique étant celui justement de Bernard Lazare... Pour ma part, j'ai milité avec un petit groupe d'historiens proches de l'anarchisme, mais pas longtemps, car j'ai trouvé justement chez quelques anars un antisémitisme tout à fait insupportable, et un silence de mort lorsque nous tentions d'aborder cette question. C'était il y a 8 ou 9 ans, environ. C'est alors que je suis parti, car je ne peux pas rester dans un endroit où se trouvent des antisémites. De plus, les très récents événements nous prouvent que finalement, les choses n'ont pas fondamentalement changé dans ces milieux. Ce n'est pas seulement le cas chez les anarchistes, mais aussi chez les trotskistes, la mouvance altermondialiste, etc.

*LPM : Justement vous venez de donner l'exemple de Bernard Lazare. Comment expliquez-vous cette sorte de paradoxe, à savoir : nombreux sont les juifs qui militent dans ces courants d'extrême-gauche, et pourtant ces courants ont pris des positions antisémites (pour le moins) ?*

PO : Oui, en effet. J'ai du mal à y répondre. Sur la présence importante en effet de juifs dans ces mouvements, on pourrait répondre avec **Bernard Lazare** qu'il y a peut-être quelque chose d'éminemment révolutionnaire dans le judaïsme, un désir de justice. Cette explication mériterait d'être discutée, je la trouve assez intéressante. Maintenant, quant au paradoxe que vous évoquez, on constate en effet dès le 19ème siècle cette identification entre judaïsme et capitalisme, puis est venu le conflit israélo-arabe, puis cet antiaméricanisme qui n'est même plus primaire, mais primate. On retrouve exactement les mêmes thèmes chez **Alphonse Toussenel**, auteur d'un abominable bouquin au milieu du 19ème siècle, **Les juifs rois de l'époque...** Cependant, il y a des militants qui se battent aujourd'hui pour que l'on en finisse avec ces préjugés, comme par exemple **Jean-Marc Izrine**, auteur d'un ouvrage intitulé *Les anarchistes du yiddishland* (Alternative Libertaire). Mais le fait qu'il faille publier un tel livre, et qu'un militant soit obligé de retracer l'itinéraire d'un certain nombre de juifs anars afin d'expliquer tout cela à ces militants qui continuent à articuler des bêtises invraisemblables, ce fait même est tragique...

*LPM : Comment peut-on expliquer cette évolution, très généralisée dans la gauche extrême ? **Marc Lazar** vient d'ailleurs de publier un article à ce sujet dans Le Débat, décrivant la montée d'un antisémitisme de plus en plus affirmé, qui accable Israël de tous les maux et idéalise les Palestiniens. Comment expliquer la place de plus en plus importante que prend l'antisémitisme et cette représentation de la question juive au sein de la gauche extrême ?*

PO : Ce n'est pas récent ! de plus, les récents événements n'améliorent pas les choses. Lorsque j'étais jeune, je fréquentais un certain nombre de libraires parallèles, et **l'on y trouvait tous les écrits négationnistes** — il ne s'agit pas de LA grande librairie anarchiste, où l'on ne trouvait pas ces ouvrages, mais d'autres librairies. C'est un fait, il y a un moment où l'extrême-gauche et l'extrême-droite peuvent se retrouver...

*LPM : Il y a quand même une époque où la position de la gauche était moins monolithique, plus nuancée, et qui pouvait s'expliquer par la lutte du sionisme contre l'impérialisme britannique. Il y avait également la représentation du kibboutz, le fait que l'URSS avait reconnu Israël alors que les Américains avaient une position plus ambiguë, etc. La représentation du sionisme était moins manichéenne, moins simpliste*

*qu'aujourd'hui, il y avait des courants de la gauche extrême qui étaient moins hostiles qu'ils ne le sont actuellement.*

PO : Oui, certainement. Mais aujourd'hui il y a une radicalisation. Si l'on observe le courant altermondialiste, c'est tout à fait net. Prenons le cas **Dieudonné** : c'est l'homme de gauche qui s'exprime là, en articulant un truc qui est complètement ahurissant. C'est une histoire qui m'a mis très en colère. Sa caricature est une façon de se justifier, contre tous les fanatismes etc. En réalité, ce n'est pas une caricature contre Sharon, mais contre les juifs dans leur ensemble, et pas autre chose ! On retrouve aussi cette radicalisation du côté des Palestiniens, ainsi que du côté de certains militants européens, français, allemands, espagnols, etc., qui les ont rejoints pour se battre, depuis déjà une vingtaine d'années. **C'est tout à fait dramatique.**

*LPM : Compte tenu de l'implantation et de l'influence de la gauche extrême sur la jeunesse et sur le monde enseignant, les dégâts ne risquent-ils pas d'être très importants et durables. Il s'agit là d'une empreinte qui se forme sur une génération en voie de socialisation, et qui fait son apprentissage politique ?*

PO : Il y a en effet un gros travail à faire (contre cette radicalisation), en particulier à l'école !

Site des crapules sionistes de "La Paix maintenant" 18 mars 2004.

<http://lapaixmaintenant.org/article956>

## RÉSERVE FÉDÉRALE

La presse nous a longtemps bassiné avec le choix d'un successeur du *boss* de la Réserve Fédérale, institution centrale qui contrôle la monnaie américaine. A un juif, Greenspan, a succédé un autre juifs, plus jeunes. Curieusement, la presse oublie toujours de mentionner le fait que la Réserve Fédérale est une institution privée. Qu'elle est l'émanation d'un groupe de banques privées. Quelles banques ? Voilà la bonne question. Voici la réponse :

### **Did you ever hear of the Independent Treasury Act of 1921?**

The Independent Treasury Act of 1921 suspended the *de jure* (meaning "**by right of legal establishment**") Treasury Department of the United States government. Our Congress turned the treasury department over to a private corporation, the Federal Reserve and their agents. The bulk of the ownership of the Federal Reserve System, a very well kept secret from the American Citizen, is held by these banking interests:

Rothschild Bank of London  
Rothschild Bank of Berlin  
Warburg Bank of Hamburg  
Warburg Bank of Amsterdam  
Lazard Brothers of Paris  
Israel Moses Seif Banks of Italy  
Chase Manhattan Bank of New York  
Goldman, Sachs of New York  
Lehman Brothers of New York  
Kuhn Loeb Bank of New York

Maintenant, demandez-vous pourquoi cette information ne circule pas dans les journaux...

<http://www.barefootsworld.net/usfraud.html>

*Ce site est extrêmement intéressant à consulter si on s'intéresse à ce qu'est la véritable nature de la loi aux Etats-Unis, quelque chose qui n'a absolument rien à voir avec ce que nous entendons sous ce mot, et qui est même pratiquement incompréhensible pour nos esprits formés dans le cadre de la logique de l'Etat. C'est une visite qui ébranle beaucoup de certitudes acquises involontairement. Le mot d'ordre de ce site (le monde pieds nus) est : "Eduquez-vous vous-mêmes" ! Un programme que nous faisons nôtre bien volontiers.*

DES AFRICAINS OUVRONT LES YEUX

## La traite négrière, la Shoah, Dieudonné et nous

Par **Linus Onana Mvondo**

**Certains milieux extrémistes des thèses sionistes ont prononcé la condamnation à mort à l'endroit de l'humoriste franco-camerounais.**

Depuis deux ans, notre compatriote, le Franco-Camerounais Dieudonné Mballa Mballa, alias Dieudonné, comédien de renom et humoriste talentueux est voué aux gémonies en France. Il lui est reproché entre autres, d'avoir soutenu que la traite négrière, cet ignoble commerce des esclaves ayant entraîné au bout de la chaîne des millions de morts a été aussi, sinon plus monstrueuse que la Shoah (1).

Les juifs ayant décrété que rien n'est comparable à la Shoah et qu'aucun autre peuple sur terre n'aura subi des atrocités comparables aux leurs, la sortie de Dieudonné devait signer son bannissement devant les organisations sionistes internationales. Pour elles, l'humoriste a commis deux crimes classés parmi les plus abominables de l'histoire: le négationnisme et l'antisémitisme. Il devait dès lors être interdit de prise de parole en public et de plateau de télévision. Les journaux devaient également embrayer une campagne de diabolisation et de criminalisation contre le dangereux renégat. Les arguments utilisés, pour ce faire, étaient empruntés à la rhétorique totalitaire des tribunaux islamiques.

Pire, certains milieux des plus extrémistes des thèses sionistes ont prononcé à son endroit la Fatwa. La condamnation à mort dans un procès sans défense et sans appel. Ils sont allés pour ce faire jusqu' à recruter des commandos chargés de le molester ou même le tuer comme cela s'est produit, il y a quelques mois, aux Antilles où l'humoriste était en tournée. La condamnation de Dieudonné se voulait lourde, l'accusation étant grave et infamante.

Alors que l'on se serait attendu à ce que la presse africaine et les intellectuels africains à l'instar des organisations sionistes se mobilisent pour défendre la thèse de Dieudonné, on a plutôt assisté à une espèce de silence complice, à une indifférence coupable. Il y a jusqu'à l'écrivain franco-camerounaise Calixte Beyala défenderesse devant l'éternel de la cause des Noirs, qui est allée jusqu'à condamner la prise de position de l'humoriste. Le comble est que lors d'une conférence de rédaction du quotidien national Cameroun tribune, au plus fort de la controverse Dieudonné, pendant que l'humoriste gagnait un procès contre ceux qui voulaient l'interdire de débat, la proposition avancée à la conférence de le faire figurer parmi les gens que le journal célèbre quotidiennement fut brutalement écartée au motif que "Cameroun tribune ne pouvait se payer le luxe de se mettre à dos le gouvernement israélien qui participe à la stabilité de nos institutions".

### **Amalgame honteux!**

Ce qui indigné et révolte dans ce qu'il est convenu d'appeler a "l'affaire Dieudonné" n'est pas que sa thèse n'ait pas suscité de débat digne de ce nom ou que son point de vue n'ait pas été suffisamment relayé, mais plutôt que la thèse qu'il défend ait entraîné une condamnation de sa personne. Cette attitude montre bien que beaucoup de défenseurs des thèses sionistes sont tout comme certains islamistes, incapables de faire la différence entre la critique d'un point de vue et la criminalisation de la divergence, qu'ils entretiennent une lamentable confusion entre débat et mise à mort, entre flingue et discussion, entre réflexe et réflexion. Le problème soulevé par Dieudonné, le débat entre le particulier juif et celui universel de la traite des Noirs, mérite bien mieux qu'un procès instruit dans les seules synagogues.

Si la traite des Noirs n'était pas, selon les sionistes un génocide, que les tenants de cette thèse admettent aussi que la Shoah ne l'était pas non plus. Il est vrai que la traite des Noirs eut lieu à une époque sans radio, ni télévision. Elle se déroula à une période lointaine où la

circulation des journaux était bien réduite au contraire des atrocités de la Shoah, médiatisées à souhait, suscitant de ce fait une compassion universelle. On comprend fort aisément la mauvaise conscience de l'Occident, responsable du pogrom juif. Cette mauvaise conscience l'amène à soutenir à bout de bras les thèses sionistes. Ne devrait-il pas en être de même de l'Afrique, quand on sait que la traite négrière, trois siècles durant, a vidé l'Afrique de millions de personnes des plus valides et spolié notre continent d'immenses richesses? Comment faire oublier ce que révèlent certains historiens, à savoir que des millions d'esclaves furent brûlés vifs dans des bateaux à vapeur lors de la traversée de l'Océan Atlantique sans compter des millions d'autres jetés par-dessus bord?

En somme, un discours de vérité ne pouvant horripiler que les défenseurs de la contrevérité, le parti de la victimisation à outrance - les sionistes- doit supporter le point de vue des tenants de l'indignation - les Noirs-. Ce parti ne doit pas voir dans la thèse défendue par Dieudonné, un simple "racialisme", la posture d'une race implorant la compassion universelle. Mais plutôt comme un appel pour que l'esclavage soit qualifié de ce qu'il est: un génocide. Un crime contre l'humanité perpétré dans bien des cas avec la complicité active de ceux-là même qui veulent se présenter aujourd'hui comme des victimes exclusives des massacres horribles ayant jalonné la route ténébreuse de l'histoire des hommes.

*(1) La Shoah est un mot hébreu signifiant catastrophe. Selon les sionistes, la Shoah a été une entreprise d'extermination des juifs par les nazis.*

Cameroon-info.net, Yaoundé, 28 décembre 2005.

[http://www.cameroon-info.net/cmi\\_show\\_news.php?id=17147](http://www.cameroon-info.net/cmi_show_news.php?id=17147)

LA TRAITE DES NOIRS CONTINUE...

## Trafic : La traite de l'ébène

*De juteuses affaires se font sur le dos du clandestin, de l'Afrique en Europe.*

*Par C.-B. K.*

Seul le joug manque dans ces récits. Tous les témoignages sur la migration clandestine des subsahariens évoquent cependant la traite. Il y a, en effet, des régions pourvoyeuses d'immigrants illégaux, des plaques tournantes et des réseaux de passeurs. Un désert, des milliers de kilomètres à parcourir, des convois, des guides et une escorte. Des morts de maladie ou d'épuisement en cours de route, abandonnés sans sépulture. L'identité du clandestin qui subit parfois des modifications, mais, toujours et partout, de juteuses affaires qui se font sur lui. La presse marocaine parle d'ailleurs de cette migration comme de la traite de l'ébène. Le clandestin est, en effet, une marchandise pour les différents intervenants dans la chaîne. Du rabatteur (trolley) dans son pays d'origine, au " local " (prête-nom) à Casablanca, en passant par le patron du réseau et le transporteur. Selon certaines sources, des enquêtes et reportages de journaux français et espagnols notamment, il paie entre 525 et 590 mille Fcfa de frais de transport pour traverser certaines parties du Sahara contrôlées par le front Polisario.

Alors que pour aller de Tindouf (Sud de l'Algérie) aux villes de Bechar ou de Naâma (nord de l'Algérie), le transport lui coûte entre 655 mille et un million de Fcfa. Plus cher est parfois le droit de passage. Entre le Sahel et le Sahara, notamment, il varie entre 5 000 et 7 000 euros (entre 3. 275 000 et 4. 585 000 Fcfa). " Le paiement se fait soit en liquide, soit en cédant femmes et filles ", révèle M. Khalid Zerouali, le directeur de la migration et de la surveillance des frontières. A l'en croire, 800 mille à un million de migrants clandestins sont aujourd'hui victimes de la traite à travers le monde. " Pour cette petite catégorie (par rapport aux 180 millions de migrants estimés, dont 25% sont en situation irrégulière, ndlr) le trafic génère 10 milliards de dollars (5 000 milliards de Fcfa). Nous sommes face à un phénomène qui dépassera, si ce n'est déjà fait, le trafic de drogue en matière de revenus. Et il faut savoir que le

trafic de drogue génère une manne de 700 milliards de dollars ", prévient-il. Comme celle des esclaves, la traite du clandestin subsaharien a ses itinéraires, ses plaques tournantes. Dans la zone sahélienne, le Mali apparaît comme le principal point de passage des Africains de l'Ouest et du Centre. Et même, depuis quelque temps, celui de certains migrants asiatiques. Ils y arrivent, comme la plupart des migrants de l'Afrique du Centre, par avion. Ils sont ensuite pris en charge par divers réseaux qui les convoient au Maroc, aux portes de l'Espagne.

**Esther** Ainsi est arrivée voici un an à Casablanca, une petite Congolaise de 12 ans, aujourd'hui recueillie par l'association Bayti. Une Ong qui s'occupe des enfants en situation de rue. A 10 ans, Esther a été confiée par sa maman, divorcée et remariée, à une famille (un couple de Congolais et leur enfant) qui devait l'emmener en Europe. Partis de Brazzaville par avion, ils se sont arrêtés à Bamako et ont continué par route jusqu'à Fès. Ici, galère, maltraitance, Esther quitte le couple et se retrouve dans la rue. Vivant de mendicité. Recueillie par une âme charitable, elle fera le tour des humanitaires locaux : Hcr, Msf, Caritas, Eglise catholique. Avant d'être prise en charge par Bayti, où elle est en pension et suit une formation. L'itinéraire suivi à travers le désert, la Mauritanie ou l'Algérie? Elle ne saurait sans doute pas s'en souvenir. " C'est une petite fille encore traumatisée, même si ça va mieux aujourd'hui qu'il y a un an ", explique le Dr Najat M'Jid, pédiatre et directrice de Bayti. D'ailleurs, le jour où elle a été présentée à la presse, au siège de Bayti, Esther a éclaté en sanglots.

Les journaux marocains fourmillent cependant de détails sur les différents itinéraires que suivent les clandestins subsahariens à travers le désert et les pays voisins du Maroc. Sur les chefs des réseaux qui les exploitent aussi. Et pour la plupart, les mis en cause sont proches des cercles dirigeants du front Polisario. Alors que la ville de Tindouf est présentée comme " centre de triage pour les négriers ". L'exploitation des clandestins subsahariens se poursuivrait d'ailleurs en Espagne, selon certaines sources à Rabat. Pratiquée cette fois par des agriculteurs du sud de l'Espagne. Ils emploient ces sans-papiers dans leurs champs, contre un salaire de misère. Mais parfois aussi, quand il faut les payer, ils les dénoncent à la police locale. Qui, depuis quelque temps, les refoule au Maroc, en vertu de la convention de réadmission de 1992 et réactivée voici peu. Chassés ainsi du "paradis", Aziz, Paul, Johnson retournent au " purgatoire " marocain, en attendant de retrouver " l'enfer " de leurs pays d'origine.

*Quotidienmutations* Edité par South Media Corporation, B.P 12348 Yaoundé Tel : (237) 222 51 04 - Fax : (237) 222 96 35 – 30 décembre 2005.

<http://www.quotidienmutations.net/>

UN MONDE DÉBARRASSÉ DU SIONISME : LE RÊVE

### **Script intégral de l'intervention du président Mahmud Ahmadinejad, lors de la conférence de l'Association des étudiants musulmans « Un monde débarrassé du sionisme », Téhéran, 26 octobre 2005**

« Je remercie Dieu d'avoir l'opportunité de participer, en ce jour, à cette manifestation... Nous devons examiner les origines véritables du problème palestinien : s'agit-il d'un conflit entre un groupe de musulmans et des non-juifs ? S'agit-il d'un conflit entre le judaïsme et d'autres religions ? Est-ce le combat d'un pays contre un autre pays ? Est-ce le combat d'un pays contre le monde arabe ? Est-ce une lutte pour la terre de Palestine ?

J'imagine que la réponse à toutes ces questions est : "non". L'installation du régime d'occupation de Qods [Jérusalem] a représenté une offensive majeure de l'opresseur du monde [les Etats-Unis] contre le monde musulman. La situation a fluctué, au cours de cet affrontement historique. Parfois, les musulmans ont vaincu, sont allés de l'avant, et l'opresseur a dû reculer. Malheureusement, depuis trois siècles, le monde musulman ne cesse de reculer. Je ne veux pas examiner ici les raisons de cet état de fait, mais simplement passer en revue l'histoire. Le monde musulman a perdu ses dernières défenses, au cours du siècle écoulé, et

l'opresseur du monde a installé le régime d'occupation. Par conséquent, la lutte, aujourd'hui en Palestine, est le principal front de l'affrontement du monde musulman avec l'opresseur mondial, et le sort de cette bataille décidera du destin d'un combat qui se poursuit depuis sept siècles. La nation palestinienne représente la nation musulmane contre un système d'oppression et, grâce à Dieu, la nation palestinienne a adopté la foi musulmane, dans un environnement musulman, dans son combat, et ainsi, nous avons assisté à son progrès et à ses succès.

Je tiens à vous remercier pour le choix judicieux du titre de cette conférence. Beaucoup de personnes, perdus dans l'affrontement entre le monde musulman et les infidèles ont essayé d'élargir le blâme et les responsabilités. Ces gens disent qu'un monde sans les États-Unis et le sionisme est inenvisageable. Mais vous savez que c'est là un but, et donc une devise possible ! Prenons un peu de recul. Nous avons un régime hostile, dans ce pays [ici en Iran], un régime anti-démocratique, armé jusqu'aux dents, qui surveillait tous les citoyens, au moyen de son appareil sécuritaire, la Savak [4]. Chez nous, régnait un environnement de terreur. Quand notre cher Imam [5] a dit que ce régime devait être balayé, beaucoup de personnes qui se prétendaient politiquement bien informées dirent que c'était impossible. Tous les gouvernements corrompus soutenaient le régime [du Shah], quand l'Imam Khomeini initia son mouvement. Tous les pays, tant occidentaux qu'orientaux, soutenaient le régime, et ils ont même continué à le faire après le massacre du 7 septembre [1978], et ils continuaient à dire que le régime était indéboulonnable. Mais notre peuple a résisté, et cela fait aujourd'hui vingt-sept ans que nous survivons, sans régime inféodé aux États-Unis.

La tyrannie de l'Est et de l'Ouest sur le monde doit prendre fin, mais les gens faibles qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez ne peuvent y croire. Qui pouvait imaginer qu'un jour nous assisterions à l'effondrement de l'Empire oriental ? Mais nous avons assisté à sa chute, de notre vivant, et il s'est effondré à tel point qu'il faut aller faire des recherches en bibliothèque (à son sujet), parce qu'il n'en reste absolument rien. L'Imam disait que Saddam devait débarrasser le plancher, il disait qu'il serait affaibli à un point que personne ne pouvait imaginer. Aujourd'hui, vous le voyez, cet homme qui parlait avec une telle arrogance, il y a à peine dix ans de cela, qu'on aurait pu croire qu'il était immortel : il est jugé dans son propre pays, il est pieds et poings liés, par ceux dont il pensait qu'il le soutenaient, et aussi ceux avec le soutien desquels il a perpétré ses crimes... Notre Imam bien-aimé disait que **le régime d'occupation devait être rayé de la carte**, et c'était là un propos très sage. Nous ne pouvons faire de compromis sur la question de Palestine. Il est possible de créer un nouveau front, à l'intérieur d'un ancien front. Mais ce serait une défaite et quiconque reconnaît la légitimité de ce régime a, de fait, signé la reddition du monde musulman. Notre cher Imam visait le cœur de l'opresseur du monde dans son combat, c'est-à-dire le régime occupant. Je ne doute pas un seul instant que la nouvelle vague qui s'est soulevée en Palestine, et dont nous sommes les témoins dans le monde islamique, aussi, éliminera cette tache disgracieuse [sur le visage] du monde musulman. Mais nous devons être en éveil, et nous méfier des traquenards. Depuis plus de cinquante ans, l'opresseur du monde essaie de donner une légitimité au régime occupant, et il a pris des mesures en ce sens, afin de le stabiliser.

Voici vingt-sept ou vingt-huit ans, ils ont franchi un palier majeur. Mais, malheureusement, un des pays les plus importants a commis une grave erreur, et nous espérons que cette erreur, ce pays va la réparer [allusion au traité de paix entre l'Égypte et Israël]. Récemment, ils [les Israéliens] ont essayé un nouveau tour. Ils veulent faire passer l'évacuation de la bande de Gaza, qui leur a été imposée par les Palestiniens, pour la victoire... des Palestiniens. Une victoire finale, des Palestiniens, qui mettrait un terme au problème de la Palestine au motif que serait créé un État palestinien à côté d'eux. Aujourd'hui, ils veulent emberlificoter les Palestiniens dans leurs viles manœuvres et les amener à se battre entre eux autour de positions politiques, qui les distrairaient de leur cause : la cause palestinienne. Ils veulent convaincre certains des pays islamiques que, étant donné qu'ils ont évacué la bande de Gaza et apporté la preuve de leurs bonnes intentions, la légitimité de leur régime corrompu devrait être reconnue. J'espère que les formations et le peuple palestiniens sont bien conscients de cette manœuvre.

La question de Palestine n'est absolument pas réglée. Viendra le jour où un gouvernement palestinien, représentant vraiment le peuple palestinien, viendra au pouvoir ; viendra le jour où tous les réfugiés rentreront chez eux ; viendra le jour où un gouvernement démocratique, élu par le peuple, accèdera au pouvoir. Bien entendu, ceux qui sont venus de



loin à seule fin de piller cette terre n'ont aucun droit à décider du destin de cette nation. J'espère que le peuple palestinien restera en alerte, et conscient, comme ils l'ont toujours été, en poursuivant leur lutte, tout au long de la décennie écoulée. Si nous dépassons cette brève période avec succès, la voie vers l'élimination du régime occupant sera aisée, et ce sera une pente descendante. J'avertis tous les dirigeants du monde musulman du danger de cette manœuvre. Quiconque reconnaît ce régime, à cause des pressions de l'opresseur du monde, ou encore par naïveté ou par égoïsme, sera damné à jamais et brûlera dans la fureur des pays islamiques. Les gens qui sont assis dans les cabinets calfeutrés ne sauraient décider au nom de la nation islamique, ni permettre à cet ennemi historique de continuer à exister au cœur du monde islamique. »

## GOOD NEWS FROM THE NORTH

### La Suède est-elle un pays libre ?

There has been a debate about Radio Islam in Swedish Parliament. It has been published on the Swedish Parliament's Web Site:

<http://www.riksdagen.se/webbnav/index.aspx?nid=101&bet=2005/06:27>

This debate has been started by Jewish and pro-Zionist members of Parliament who criticized the Swedish government for freeing Ahmed Rami and letting him continue his media activities.

<http://www.riksdagen.se/webbnav/index.aspx?nid=63&dtyp=i&rm=2005/06&nr=68>

Ahmed Rami had been freed by the Swedish prosecutor after a number of reports to the police against him because of his anti-zionist media activities and his informations against the zionist holocaust mythology.

Mr Thomas Bodström, Minister of Justice and Home Secretary in the Swedish government, has declared - in a speech in this debate - that it is not up to him or to the members of parliament to interfere with the prosecutor's work to prosecute or to free Ahmed Rami. And Bodström added: "Swedish law allows to question and also to deny the Holocaust".

# NN

@@\*\*@@\*\*@@ **Un site internet en anglais**, sur l'uranium appauvri :

[http://traprockpeace.org/depleted\\_uranium.html](http://traprockpeace.org/depleted_uranium.html)

Un site internet **en français**, sur l'uranium appauvri :

[http://www.jp-petit.com/dangers/obus\\_uranium](http://www.jp-petit.com/dangers/obus_uranium)

Un site en **français** sur l'uranium appauvri :

<http://www.grip.org/bdg/g1687.html>

Un site en **italien**, sur l'Irak, voir à "contaminazione" :

<http://www.benjaminforiraq.org/homeitaly.htm>

@@\*\*@@\*\*@@ **Le centre nerveux** des antishamiriens, qui se gargarisent d'un antifascisme aussi ectoplasmique que le fascisme qu'ils imaginent, se trouve à l'adresse ci-dessous. De là

on renoue tous les fils d'une vaste conspiration antishamirienne, dont l'existence est ainsi révélée au grand jour. L'araigne au centre de la toile s'appelle Sue Blackwell. On pourrait traduire par : "Poursuite dans un puits noir..."

<http://www.sue.be/pal/nazis.html>

**@@\*\*@@''@@** **On veut voir** comment la soi-disant "résistance iranienne", sous la coupe du dernier des derniers des usurpateurs néo-Pahlevi, est soumise à la suprématie des intérêts judéo-sionistes, il n'y a qu'à voir l'article qui accuse les Britanniques de "connivence" avec [le président iranien] Ahmedinejad !!!

<http://www.iran-resist.org/article1155>

**@@\*\*@@''@@** **Bilan, à la date de Noël 2005:**

Nombre de civils irakiens tués 100,000 +

<http://www.informationclearinghouse.info/article7170.htm>

Nombre de militaires yanquis refroidis 2163

<http://icasualties.org/oif/>

Coût de l'opération américaine en Iraq

\$228,764,963,195

[http://nationalpriorities.org/index.php?option=com\\_wrapper&Itemid=182](http://nationalpriorities.org/index.php?option=com_wrapper&Itemid=182)

Le Congrès américain approuve l'octroi de 600 millions de dollars au petit Israël. Sur cette somme 133 millions serviront à développer le missile Arrow, créé en commun par Israel Aircraft Industries et Boeing.

<http://www.haaretz.com/hasen/spages/661833.html>

**@@\*\*@@''@@**

## **UNE HISTOIRE DE BALLE ET DE MENACES DE MORT.**

par Ginette Hess Skandrani

L'auteur de lettres de menaces de mort qui ont visé plusieurs personnes solidaires de la lutte du peuple palestinien en 2003 sera enfin jugé.

M. Raphaël Schoemann est prévenu d'avoir, à Paris, Rosny sous Bois et au Raincy, entre le 26 février et le 21 juillet 2003 adressé un courrier comportant deux balles de 22 LR et la mention " la prochaine n'arrivera pas par la poste ", menacé de mort Mme Coutant-Peyre, Mme Hess-Skandrani, M. Eyal Sivan, Mme Maria Poumier, M. Maurice Bitterlin, M. Gilles Munier, M. Marc Lipietz, M. Mondher Sfar, Mme Monique Chemillier-Gendreau, M. José Bové, Melle Annie Coussement et M. Bernhard Willem Holtrop, dit Willem.

Raphaël Schoemann 64 ans, a avoué être l'auteur de ces courriers de menaces : " Ces intellectuels, sous couvert de critiquer l'armée israélienne, propagent des thèses négationnistes et antisémites " dit-il en revendiquant les faits.

Les enquêteurs ont trouvé un nombre important d'armes à son domicile.

Je suis invitée en qualité de partie civile à l'Audience correctionnelle. Je ne sais pas si les victimes de ces menaces sont toutes convoquées ou si cette convocation de partie civile est individuelle.

L'AUDIENCE SE TIENDRA LE 19 JANVIER 2006 À 13H30 10ÈME CHAMBRE/2. SALLE D'AUDIENCE DE LA 10È CHAMBRE.

AU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS, 4 BOULEVARD DU PALAIS. M° CITÉ.

Paris, 29 décembre 2005

*Nous pouvons affirmer que toutes les personnes menacées n'ont pas été prises en compte et qu'elles ne seront donc pas toutes présentes à l'audience.*

@@\*\*@@\*\*\*@@

## LE VOL DU PÉTROLE IRAKIEN

[Crude Designs: The Rip-Off of Iraq's Oil Wealth](#) reveals that current Iraqi oil policy will allocate the development of at least 64% of Iraq's reserves to foreign oil companies. Iraq has the world's third largest oil reserves.

Figures published in the report for the first time show:

- **the estimated cost to Iraq over the life of the new oil contracts is \$74 to \$194 billion, compared with leaving oil development in public hands. These sums represent between two and seven times the current Iraqi state budget.**
- **the contracts would guarantee massive profits to foreign companies, with rates of return of 42% to 162%.**

The kinds of contracts that will provide these returns are known as production sharing agreements (PSAs). PSAs have been heavily promoted by the US government and oil majors and have the backing of senior figures in the Iraqi Oil Ministry. Britain has also encouraged Iraq to open its oilfields to foreign investment.

However PSAs last for 25-40 years, are usually secret and prevent governments from later altering the terms of the contract.

NOUS L'AVONS EN PDF

### @@\*\*@@\*\*\*@@ **Les champions de l'absurde**

Les amateurs de délasserment et surtout ceux qui goûtent l'inhérente absurdité du monde où nous vivons, malgré nous, s'amuseront de lire un ouvrage qui place Saddam Hussein au centre des forces cosmologico-mystiques, comme d'autres ont pu le faire avec la figure d'Adolf Hitler.

Exemple: "While it is uncertain if **Planet X** is headed this way in the immediate future, one thing is certain. The return of this planet centers on the recovery of a technology once housed at Solomon's Temple that is used to open a gateway linking Earth with far off regions of space. Recent military and political activity suggests that the world powers are jockeying for position as if the return of **Planet X** is imminent. The stakes are high. This planet is at the center of a biblical prophecy known as the "**Day of the Lord**." The man in the catbird seat of this milieu is **Saddam Hussein**, the mass-murdering Iraqi dictator with the Cheshire cat smile."

Tout est de la même eau. C'est à se tordre.

*Saddam Hussein, the Stairway to Heaven and the Return of the Planet X*, by **William Henry**  
[http://www.bibliotecapleyades.net/exopolitica/esp\\_exopolitics\\_K\\_1.htm](http://www.bibliotecapleyades.net/exopolitica/esp_exopolitics_K_1.htm)

On y aussi trouve en ligne le célèbre Da Vinci Code, en 105 chapitres...

@@\*\*@@\*\*\*@@ Disseminación

[La Mentira de Ulises](#) por Paul Rassinier Versión española de Bernardo Gil Mugarza **Ediciones ACERVO** Barcelona 1961.  
[www.bibliotecapleyades.net/ulises/ulises.htm](http://www.bibliotecapleyades.net/ulises/ulises.htm)

@\*\*@''@@ Pour recevoir régulièrement la CHRONIQUE DE GUANTANAMO, envoyer un mail à [collectifguantanamo@yahoo.fr](mailto:collectifguantanamo@yahoo.fr)

en mentionnant : "Oui, je m'abonne !" ; "guantanameros" !

CHRONIQUE DE GUANTANAMO

4ème année - N° 2 - 15 janvier 2006. Publication bimensuelle du Collectif Guantanamo, 5 rue de Douai, 75009 Paris. Tél. 00 33 (0)6 13 99 28 86 • Courriel : [collectifguantanamo@yahoo.fr](mailto:collectifguantanamo@yahoo.fr)

Cette Chronique contient toutes les informations publiées au jour le jour sur le site <http://quibla.net>

@\*\*@''@@ A regarder avec prudence. Pour le moment, on ne sait pas qui fait ce blog.

L'INGERENCE DES SERVICES SECRETS ISRAELIENS DANS LE MONDE

<http://espionnage.over-blog.com>

+++++

This site contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available in our efforts to advance understanding of environmental, political, human rights, economic, democracy, scientific, and social justice issues, etc. We believe this constitutes a 'fair use' of any such copyrighted material as provided for in section 107 of the US Copyright Law. In accordance with Title 17 U.S.C. Section 107, the material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving the included information for research and educational purposes. For more information go to:

<<http://www.law.cornell.edu/uscode/17/107.shtml> . If you wish to use copyrighted material from this site for purposes of your own that go beyond 'fair use', you must obtain permission from the copyright owner.

Si vous désirez recevoir OU NE PAS RECEVOIR la *Gazette du Golfe et des banlieues*, faites-le savoir à < [gazettegb@yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)

If you wish to receive OR NOT RECEIVE the Gazette, please drop a note to <[gazettegb@yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)

Les anciens numéros sont en ligne à

<http://gqb.0catch.com>

Former issues are on line at the above URL

### LES AUTRES PUBLICATIONS TRIMESTRIELLES DE L'AAARGH

<http://geocities.com/ilrestodelsiclo>

<http://litek.ws/aaargh>

*El Paso del Ebro*

*Das kausale Nexusblatt*

*The Revisionist Clarion*

*Il Resto del Siculo*

*Conseils de Révision*

*O revisionismo em lingua português*

*Arménichantage*